



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

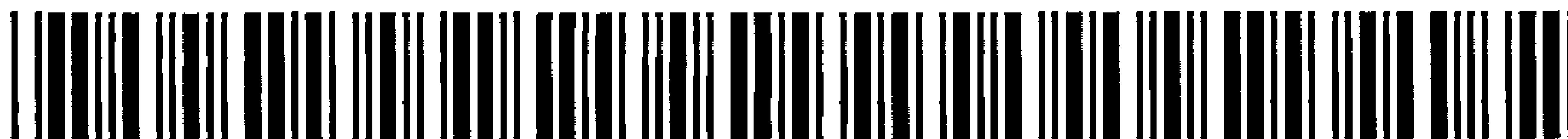
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2002 D 05475

Numéro SIREN : 775 690 191

Nom ou dénomination : UNION INVIVO

Ce dépôt a été enregistré le 10/02/2017 sous le numéro de dépôt 10882



20170108822016

DATE DEPOT : 10/02/2017

N° DE DEPOT : 10882

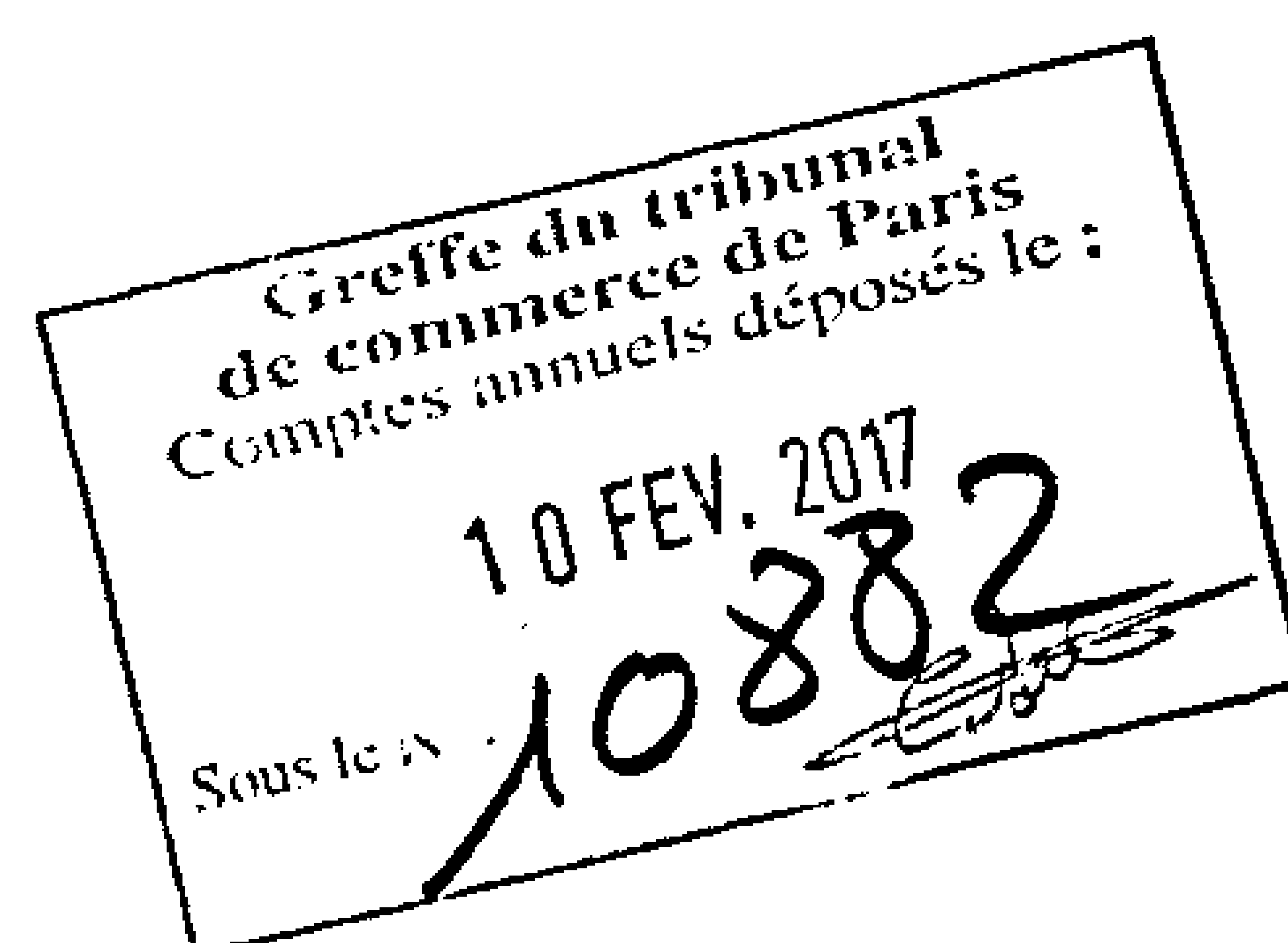
N° GESTION : 2002D05475

N° SIREN : 775690191

DENOMINATION : UNION INVIVO

ADRESSE : 83 AV DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

MILLESIME : 2016



Union InVivo

Exercice clos le 30 juin 2016

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

SCP MONTIEL & Associés
14, rue Portalis
75008 Paris
S.A.S. au capital de € 40.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Union InVivo

Exercice clos le 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2016, sur :

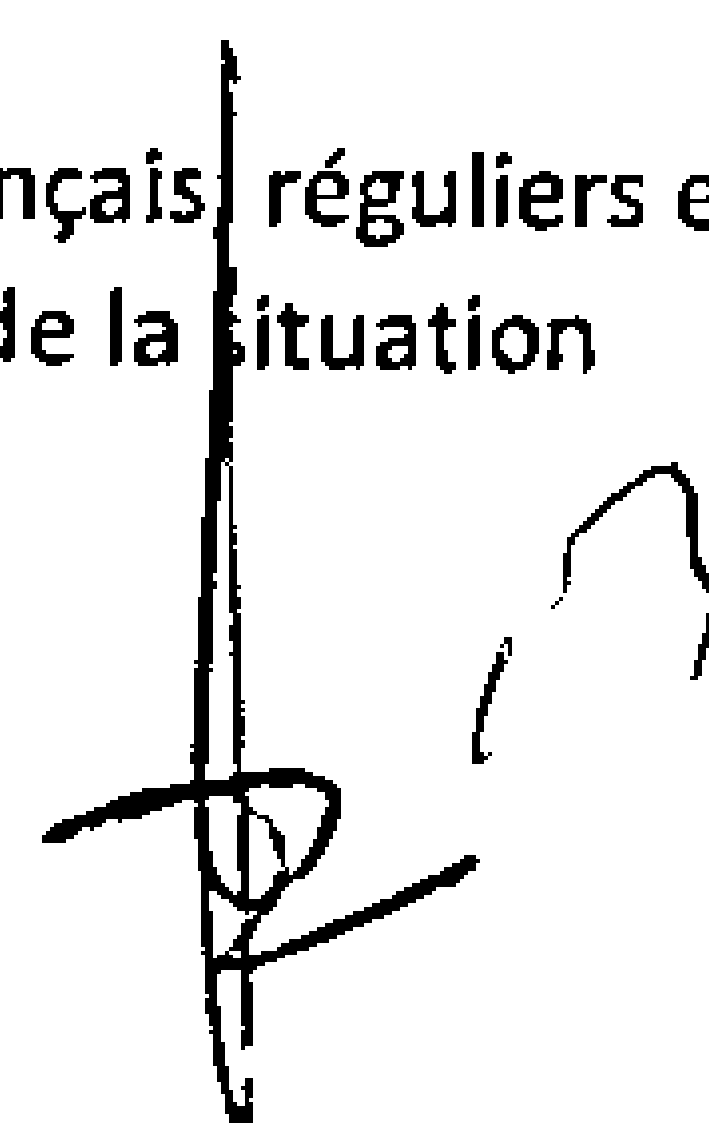
- le contrôle des comptes annuels de l'Union InVivo, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Union à la fin de cet exercice.



Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le risque de reversement de restitutions à l'exportation, tel qu'il est décrit dans la note 36 de l'annexe relative au suivi des éléments particuliers des exercices précédents.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation et les autres titres immobilisés figurant à l'actif du bilan de votre Union sont évalués selon les modalités présentées dans la note 2.2.1.3 de l'annexe aux états financiers. Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire et, le cas échéant, vérifié le calcul des dépréciations et/ou provisions.

Nous nous sommes assurés que les provisions concernant les engagements de retraite sont constituées conformément à la note 2.2.8 « Engagements de retraite et avantages assimilés » de l'annexe aux états financiers.

Nous avons examiné les modalités de constitution de ces provisions ainsi que les hypothèses utilisées pour les évaluer.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 29 novembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

SCP MONTIEL & Associés

ERNST & YOUNG Audit

Jean-Luc Montiel

Pierre Laborde

Jean Bouquot

Philippe Fourquet



Comptes Sociaux

Exercice 2015 - 2016

BILAN ACTIF

En milliers d'euros

Postes de l'actif	30/06/2016			30/06/2015
	VALEURS BRUTES	AMORT./DEPREC	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 211	1 823	5 388	4 492
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 673	908	765	30
Fonds commercial	5 376	915	4 462	4 462
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	181		181	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 210	112 299	47 910	60 370
Terrains	6 171	1 543	4 829	10 278
Constructions	75 513	51 126	24 387	40 355
Installations techniques, matériels & outillages industriels	72 402	56 026	18 376	8 378
Autres immobilisations corporelles	4 766	3 605	1 161	1 009
Immobilisations corporelles en cours	1 357		1 357	351
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	293 187	4 026	289 141	251 673
Titres de participation	239 873	2 378	237 494	239 269
Créances rattachées à des participations	42 835	1 037	41 798	2 485
Autres titres immobilisés	7 827	274	7 553	7 554
Prêts	2 408	336	2 072	2 137
Autres immobilisations financières	224		224	228
ACTIF IMMOBILISÉ	460 587	118 148	342 440	318 535
STOCKS ET EN-COURS	25 023	6 003	19 020	18 179
Matières premières, fournitures et autres approvisionnement	2 102	170	1 932	1 621
En-cours de production de biens	11 342	2 329	9 013	8 381
Produits intermédiaires et finis	4 062	903	3 159	1 671
Marchandises	7 517	2 602	4 916	6 506
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES	5 702		5 702	4 756
CRÉANCES D'EXPLOITATION	411 084	889	410 195	537 697
Fournisseurs débiteurs	210 538	136	210 402	227 894
Clients	183 734	753	182 981	296 227
Personnel	3		3	2
Organismes sociaux	(264)		(264)	74
Etat et comptes rattachés d'exploitation	17 074		17 074	13 498
CRÉANCES DIVERSES	109 912		109 912	5 625
Etat et comptes rattachés hors exploitation	551		551	619
Groupe & associés	106 179		106 179	4 082
Débiteurs divers	3 182		3 182	944
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITÉS	54 849		54 849	1 876
ACTIF CIRCULANT	608 571	6 892	599 679	568 133
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	4 842		4 842	743
TOTAL ACTIF	1 072 000	125 039	946 961	885 411

BILAN PASSIF

En milliers d'euros

Postes du passif	30/06/2016	30/06/2015
Capital social	73 738	72 096
Écart de réévaluation	23 780	23 780
Réserve légale	29 642	29 223
Réserves statutaires	396	398
Réserves réglementées	17 570	17 144
Autres réserves	139 614	137 579
Provisions pour intérêts aux parts sociales	4 322	4 322
Provisions pour ristournes éventuelles		
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	70 558	3 771
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	359 618	288 311
Provisions pour risques	13 305	7 379
Provisions pour charges	3 469	2 886
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 775	10 265
DETTES FINANCIÈRES	107 584	168 032
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à moins d'1 an à l'origine	49 590	92 128
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an à l'origine	57 309	74 990
Emprunts et dettes financières diverses	685	814
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	541	568
DETTES D'EXPLOITATION	452 240	378 323
Dettes fournisseurs	204 759	158 311
Clients créditeurs	212 167	207 456
Personnel et comptes rattachés	2 128	2 709
Organismes sociaux et comptes rattachés	2 504	2 713
Dettes fiscales (exploitation)	30 683	7 134
DETTES HORS EXPLOITATION	10 177	39 859
Dettes sur immobilisations	3 237	3 333
Dettes fiscales (hors exploitation)	1 812	767
Dettes groupe & associés	1 805	35 413
Dettes diverses	3 323	347
DETTES	570 541	586 782
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	27	53
TOTAL PASSIF	946 981	885 411

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

Postes du compte de résultat	2015 / 2016	2014 / 2015
Ventes de marchandises	2 378 149	2 092 913
Production vendue de biens	51 644	53 312
Production vendue de services	67 295	63 696
Chiffre d'affaires net	2 497 088	2 209 922
Production stockée	1 695	7 522
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	62	112
Reprises sur amortissements et provisions	3 501	2 549
Transferts de charges d'exploitation	3 808	3 684
Autres produits d'exploitation	172	142
Produits d'exploitation	2 506 328	2 223 931
Achats de marchandises	2 374 622	2 085 272
Variation de stocks de marchandises	1 577	(1 351)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	28 118	31 557
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements	(338)	(556)
Autres achats et charges externes	66 454	67 979
Impôts et taxes	2 177	1 363
Salaires et traitements	12 570	13 575
Charges sociales	5 847	6 040
Dotations aux amortissements	5 545	5 020
Dépréciations des immobilisations		
Dépréciations de l'actif circulant	2 592	3 217
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	465	435
Autres charges d'exploitation	7 984	8 233
Charges d'exploitation	2 505 613	2 220 783
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	713	3 148
Bénéfice attribué ou perte transférée	0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré	23	79
Produits financiers de participations	7 739	885
Produits des autres immobilisations financières	251	357
Autres intérêts et produits assimilés	2 809	5 027
Reprises sur provisions et dépréciations financières et transferts de charges	874	152
Différences positives de change	78	283
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	11 750	6 704
Dotations aux provisions et dépréciations financières	938	1 022
Intérêts et charges assimilées	3 130	3 404
Différences négatives de change	160	256
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	4 228	4 682
RÉSULTAT FINANCIER	7 522	2 022
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	8 212	5 091
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12	441
Produits exceptionnels sur opérations de capital	88 367	68 085
Reprises sur provisions et dépréciations exceptionnelles	2 416	9 527
Transferts de charges exceptionnelles	0	1
Produits exceptionnels	90 795	78 054
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 158	8 445
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	16 070	68 822
Dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	7 944	2 718
Charges exceptionnelles	25 170	77 984
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	65 624	70
Participation des salariés	124	91
Impôts sur les bénéfices	3 155	1 299
TOTAL DES PRODUITS	2 608 870	2 308 689
TOTAL DES CHARGES	2 538 313	2 304 918
RÉSULTAT NET	70 558	3 771

BILAN SYNTHETIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	30/06/2015	Evolution
Immobilisations incorporelles	5 388	4 492	896
Immobilisations corporelles	47 910	60 370	(12 460)
Immobilisations financières	289 141	251 673	37 468
ACTIF NET IMMOBILISÉ	342 440	316 535	25 904
Besoin en fonds de roulement	(17 553)	181 373	(198 926)
CAPITAUX EMPLOYÉS	324 887	497 909	(173 022)
CAPITAUX PROPRES	359 618	288 311	71 307
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 775	10 265	6 510
Dettes nette à moyen long terme	57 994	75 904	(17 910)
Valeurs mobilières de placement	0	0	0
Disponibilités	(54 849)	(1 876)	(52 973)
Dettes financières à moins d'un an à l'origine	49 590	92 128	(42 538)
Comptes courants de trésorerie centralisée	(104 240)	33 177	(137 417)
Trésorerie nette	(109 499)	123 429	(232 928)
DETTE NETTE	(51 506)	199 333	(250 839)
CAPITAUX ENGAGÉS	324 887	497 909	(173 022)

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	2015/2016	2014/2015
<i>En milliers d'euros</i>		
Chiffre d'affaires	2 497 088	2 209 922
Production stockée	1 695	7 522
Production immobilisée	0	0
Achats nets consommés de marchandises et matières premières	2 401 979	2 114 921
Charges externes	66 454	67 979
VALEUR AJOUTÉE	30 350	34 543
Subventions d'exploitation	62	112
Impôts et taxes	2 177	1 363
Charges de personnel	18 417	19 615
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 818	13 678
Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation	7 309	6 233
Autres produits de gestion courante	172	142
Dotations aux amortissements d'exploitation	5 545	5 020
Dotations aux dépréciations et provisions d'exploitation	3 057	3 652
Autres charges	7 984	8 233
RESULTAT D'EXPLOITATION	713	3 148
Résultat sur opérations faites en commun	(23)	(79)
Résultat financier	7 522	2 022
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	8 212	5 091
Résultat exceptionnel	65 624	70
Participation des salariés	124	91
Impôts sur les bénéfices	3 155	1 299
RESULTAT NET	70 558	3 771

SOMMAIRE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

2.2 Méthodes d'évaluation

- 2.2.1 Actifs immobilisés
 - 2.2.1.1 Immobilisations incorporelles
 - 2.2.1.2 Immobilisations corporelles
 - 2.2.1.3 Immobilisations financières
- 2.2.2 Stocks
- 2.2.3 Créances clients et autres actifs d'exploitation
- 2.2.4 Frais d'émission d'emprunt
- 2.2.5 Provisions pour risques et charges
- 2.2.6 Opérations en devises
- 2.2.7 Instruments financiers
- 2.2.8 Engagements de retraite et avantages assimilés
- 2.2.9 Comptabilisation des crédits d'impôt imputables sur l'impôt sur les sociétés

3. NOTES SUR LE BILAN

- NOTE 1 Immobilisations incorporelles
- NOTE 2 Immobilisations corporelles
- NOTE 3 Immobilisations financières
- NOTE 4 Liste des filiales et participations
- NOTE 5 Liste des participations dans les organismes coopératifs
- NOTE 6 Stocks
- NOTE 7 Créances
- NOTE 8 Trésorerie nette
- NOTE 9 Comptes de régularisation actif
- NOTE 10 Capitaux propres
- NOTE 11 Provisions pour risques et charges
- NOTE 12 Dettes financières à moyen et long terme
- NOTE 13 Dettes
- NOTE 14 Comptes de régularisation passif

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- NOTE 15 Chiffres d'affaires
- NOTE 16 Autres produits d'exploitation
- NOTE 17 Autres achats et charges externes
- NOTE 18 Impôts et taxes
- NOTE 19 Charges de personnel
- NOTE 20 Dotations aux amortissements
- NOTE 21 Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation
- NOTE 22 Autres charges d'exploitation
- NOTE 23 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun
- NOTE 24 Résultat financier
- NOTE 25 Résultat exceptionnel

5. AUTRES INFORMATIONS

- NOTE 26 Eléments des entreprises liées
- NOTE 27 Transactions avec les parties liées
- NOTE 28 Rémunérations allouées aux dirigeants
- NOTE 29 Engagements hors bilan
- NOTE 30 Crédit-bail
- NOTE 31 Effectif moyen
- NOTE 32 Utilisation du CICE - crédit d'impôt compétitivité emploi
- NOTE 33 Créances et dettes représentées par des effets de commerce
- NOTE 34 Produits à recevoir
- NOTE 35 Charges à payer
- NOTE 36 Suivi des éléments particuliers des exercices précédents
- NOTE 37 Informations diverses

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'Union InVivo a finalisé sur l'exercice 2015/2016 la réorganisation juridique du groupe amorcée sur l'exercice précédent avec pour objectif de donner une meilleure lisibilité du groupe InVivo et de ses diverses activités.

Le groupe s'articule désormais autour de trois niveaux:

- Une "Union" qui rassemble les activités historiques du groupe. Elle a pour vocation de piloter les activités de services aux coopératives adhérentes. Société mère du groupe, elle gère les intérêts des sociétaires et arrête les orientations stratégiques.
- Une holding pivot "InVivo Group" qui porte les fonctions corporate et marque la frontière entre les activités propres à l'Union de coopératives et les activités économiques.
- Des holdings métiers qui ont pour vocation à regrouper les sociétés ayant le même profil métier et les mêmes profils de risque et de rendement liés à ce métier. Chaque holding/filiale métier définit et met en oeuvre sa stratégie en accord avec celle du groupe.

Dans ce cadre l'opération suivante s'est réalisée :

Cycliz (Activité Nutrition et santé Animales) Société qui a fait l'objet d'une fusion par TUP dans l'Union InVivo au 31 décembre 2015, ce qui a généré un mali de fusion à hauteur de 704 K€ constaté en résultat financier cf note 24.

Par ailleurs, l'Union InVivo a cédé le 30 juin 2016 , une partie de son siège sis 83 , avenue Grand Armée à Paris 16 ème à une Société Civile Immobilière nommée SCI Grande Armée créée à cet effet, détenue à 29% par l'Union InVivo et par la Sogecap à 71%. Cette cession a permis de générer un résultat exceptionnel de 72M€ dans les comptes de l'Union InVivo.

Il est rappelé que L'Union InVivo exerce deux grands métiers opérationnels:

- InVivo Grains :
 - Commerce International: activité de négoce et de courtage de céréales, oléagineux et protéagineux. Cette activité est désormais limitée aux activités avec les adhérents au titre de leurs engagements et confiée à InVivo Trading pour leur réalisation
 - Stockage & Logistique : gestion de capacités de stockage, de manutention, et de prestations de séchage, calibrage et autres
- InVivo Agro :
 - Agrofouritures: activités d'approvisionnement et de services agricoles (Fertilisation, Santé Végétale, Agroéquipement et conseil)
 - Semences : activité de production et de vente de semences hybrides

Les activités fonctionnelles du groupe sont désormais transférées à l'entité juridique InVivo Group.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 juin 2016 ont été établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation dans le cadre des dispositions spécifiques du Code Rural.

2.2 Méthodes d'évaluation

2.2.1 Actifs immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée comme suit :

- les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production;
- les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à la valeur vénale;
- les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur figurant dans l'acte.

Lorsqu'une immobilisation a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

2.2.1.1 Immobilisations incorporelles

Concessions et brevets

Ce poste comprend les marques et brevets et les logiciels.

Les marques et brevets non amortissables font l'objet de tests de perte de valeur, ce qui peut engendrer une constatation d'une dépréciation. Les frais de dépôt et de renouvellement de marque et brevets sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures affectées à la réalisation desdits logiciels sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 10 ans.

Fonds commercial

Le Fonds commercial est constitué des éléments incorporels qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan. Ils concourent au maintien ou au développement du potentiel d'activité et de bénéfice de l'entreprise. Ils sont issus principalement des différentes opérations de fusion absorption. Le fonds commercial est déprécié si son potentiel de services attendus s'amoindrit avec le temps, l'usage ou les changements technologiques. Une dépréciation est constituée dans le cas où la valeur actuelle devient inférieure à la valeur comptable.

Le fonds commercial inclut également, le cas échéant, les mali de fusion affectés aux immobilisations incorporelles et corporelles. Ces mali sont dépréciés en cas de perte de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon les durées et modes d'amortissements suivants:

Immobilisations incorporelles	Durée	Mode
Frais de recherche et développement	-	-
Concessions, licences et droits similaires	5 ans	Linéaire
Logiciels périphériques	3 à 10 ans	Linéaire
Logiciels bureautiques	3 ans	Linéaire
Brevets	3 à 10 ans	Linéaire
Marques	-	-
Droit au bail	-	-
Fonds commercial - indemnités de non rétablissement	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	-	-

2.2.1.2 Immobilisations corporelles

L'amortissement pratiqué, linéaire, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation du bien. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Aménagement des terrains	10 à 30 ans	Linéaire
Constructions	10 à 50 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 à 30 ans	Linéaire
Installations générales, agencements et aménagements	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	3 à 10 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	15 ans	Linéaire

2.2.1.3 Immobilisations financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs. Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport. Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges. La valeur d'utilité des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte, le cas échéant, de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale. Par dérogation au principe du PCG, les reprises de dépréciations relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

2.2.2 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût comprend les coûts d'acquisition, les coûts de production et les autres coûts d'approvisionnement et de conditionnement.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré pour les activités de l'Agrofourniture et des Semences.

Le coût des stocks de produits finis incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normale, les consommations, les charges directes et indirectes de production, fixes et variables, qui sont encourues pour transformer les matières premières en produits finis et directement attribuables à la production. Ce coût exclut les frais généraux, les coûts d'emprunt ainsi que le coût de la sous-activité.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, en fonction des caractéristiques du produit (qualité, ancienneté) et des conditions de marché, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

2.2.3 Créances clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

2.2.4 Frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission sont répartis sur la durée des emprunts, conformément à l'option pour la méthode préférentielle retenue par le Groupe Invivo.

2.2.5 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

2.2.6 Opérations en devises

Les opérations en devises sont converties au cours de couverture ou au cours de change en vigueur au moment de la transaction pour les opérations non couvertes.

En fin d'exercice les disponibilités, les créances et les dettes en devises étrangères non soldées et non couvertes, sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires pour les créances et dettes :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

2.2.7 Instruments financiers

La société détient des instruments financiers dans le but de réduire son exposition au risque de change. Toutes les couvertures sont prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré.

2.2.8 Engagements de retraite et avantages assimilés

Indemnités de départ à la retraite

Compte tenu de la législation française, la seule obligation de la société en termes d'engagements de retraite est le versement à ses salariés d'une indemnité lors de leur départ à la retraite calculée selon la convention collective et les accords d'établissement applicables à la société.

Ces engagements de retraite sont évalués conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 07 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ils sont réalisés annuellement par un actuaire indépendant selon la méthode des Unités de Crédits Projétées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite fixée à 65 ans
- un taux d'actualisation financière de 1,50 % (vs 1,60 % au 30/06/2015)
- un taux d'inflation de 2%
- une hypothèse d'augmentation de salaires de 2%
- un taux de rendement attendu des actifs de 1,50%
- des probabilités d'espérance de vie issues des tables de l'INSEE par sexe
- des taux de rotation du personnel par tranche d'âge basés sur l'historique du Groupe
- un taux de charges sociales de 50,76 % pour les cadres et agents de maîtrise et 43,73 % pour les employés-ouvriers.

Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, le groupe InVivo a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor.

Les gains et pertes actuariels résultent de changements d'hypothèses et des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, les écarts actuariels sont amortis à compter de l'exercice suivant sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés.

Ainsi, la provision représente la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents et les actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes, nette des pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

Les informations relatives aux engagements de retraite sont précisées dans la note sur les provisions pour charges.

Médaille du travail

La médaille du travail est destinée à récompenser certains salariés pour l'ancienneté de leurs services au sein de la société. Les hypothèses et le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement eu titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite.

L'obligation de verser ces gratifications prévues aux salariés présents à la clôture de l'exercice fait l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan pour la totalité des engagements.

2.2.9 Comptabilisation des crédits d'impôt imputables sur l'impôt sur les sociétés

La société comptabilise tous les produits résultant de crédits d'impôt en diminution de l'impôt sur les bénéfices, quelle que soit la nature de ce crédit d'impôt (notamment le crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt apprentissage, CICE) en conformité avec la note d'information de l'ANC du 11 janvier 2011.

3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 4 ● Immobilisations incorporelles

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	30 juin 2016
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	645	1 088	(60)		1 673
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	5 376				5 376
Immobilisations en cours		161			161
Total Brut	6 021	1 250	(60)		7 211
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	(615)	(354)	60	(0)	(908)
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	(915)				(915)
Total Amortissements	(1 529)	(354)	60	(0)	(1 623)
Total Dépréciations					
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	30				765
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	4 462				4 462
Immobilisations en cours					161
TOTAL NET	4 492				5 388

Le poste "Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement" est essentiellement constitué du mali de fusion absorption des sociétés Semabla et Sonastock constaté en 2012/2013 sur l'activité de stockage, pour un montant de 4,5 M€.

Les investissements de l'exercice concernent principalement les licences et logiciels cédés par Invivo Group aux métiers de l'Union au 1er juillet 2015, respectivement pour 0,4 M€ et 0,6 M€ à l'activité Agrofourmiture & Semences et Stockage.

Information sectorielle des immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourmiture & Semences	Stockage & Marchés
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	11	739	923
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement		915	4 462
Immobilisations en cours			161
Avances et acomptes			
BRUT	11	1 654	5 547
		7 211	
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	11	177	577
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement			4 462
Immobilisations en cours			161
Avances et acomptes			
NET	11	177	5 201
		5 388	

Les actifs incorporels maintenus sur le Siège concernent les marques achetées pour le groupe.
Les projets en cours concernent l'outil de gestion de l'activité stockage.

NOTE 21 : Immobilisations corporelles

Tableau de variation des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	30 juin 2016
Terrains	11 685	319	(5 873)	41	6 171
Constructions	164 058	781	(46 205)	(43 121)	75 513
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	27 138	2 316	(344)	43 291	72 402
Autres immobilisations corporelles	4 539	366	(105)	(35)	4 766
Immobilisations en cours	351	1 217		(211)	1 357
Avances et acomptes					
Total Brut	207 772	4 899	(52 527)	(35)	160 210
Terrains	(1 402)	(136)			(1 538)
Constructions	(123 691)	(2 826)	39 831	35 570	(51 115)
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	(18 761)	(1 995)	301	(35 570)	(56 026)
Autres immobilisations corporelles	(3 530)	(177)	86	17	(3 605)
Total Amortissements	(147 384)	(5 134)	40 217	17	(112 284)
Terrains	(5)				(5)
Constructions	(13)		2		(11)
Inst. techniques, mat. & outillage industriels					
Total Dépréciations	(17)		2		(15)
Terrains	10 278				4 629
Constructions	40 355				24 387
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	8 378				16 376
Autres Immobilisations corporelles	1 009				1 161
Immobilisations en cours	351				1 357
Avances et acomptes					
TOTAL NET	60 370				47 810

Les investissements corporels de l'exercice concernent principalement l'activité Stockage à hauteur de 4,5 M€ et relèvent :

- de la gestion courante liée au maintien de l'outil industriel (4M€) et ont été effectués principalement sur les sites de Nantes (0,8 M€), Metz (0,7 M€), Bassens (0,7 M€), Chalons (0,5M€), Santes (0,5M€), Ottmarsheim (0,3M€) et La Grande Paroisse (0,3 M€).
- de la reprise de l'activité Laboratoire d'Invivo Labs présent sur le site de la Grande Paroisse et de ses actifs liés (0,5M€) depuis le 1er juillet 2015.

L'exercice a été marqué par d'importantes sorties d'actifs (53 M€) dont :

- la cession du siège avenue de la Grande Armée (51 M€) intervenue au 30 juin 2016.
- la cession de 8,54 KT de capacité réalisée sur le silo de St Usage (0,8 M€) auprès d'une coopérative adhérente.
- la mise au rebut d'actifs amortis pour 0,6 M€ liée aux remplacements de pièces d'usures dans les silos.

Information sectorielle des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Terrains	1 373	389	4 409
Constructions	7 560	2 460	65 493
Inst. techniques, mat. & outillage industriels		934	71 466
Autres immobilisations corporelles	73	1 072	3 622
Immobilisations en cours	27		1 331
Avances et acomptes			
BRUT	9 032	4 855	146 323
		160 210	
Immobilisations corporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Terrains	1 369	389	2 871
Constructions	2 338	880	21 169
Inst. techniques, mat. & outillage industriels		307	16 069
Autres immobilisations corporelles	17	113	1 031
Immobilisations en cours	27		1 331
Avances et acomptes			
NET	3 750	1 689	42 471
		47 910	

L'activité holding conserve le patrimoine immobilier, notamment le siège parisien et trois délégations régionales (Ouest, Sud Est et Sud Ouest).

Réévaluation des Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)	Montant brut Réévalué (1)	Amortissements réévalués			Montant net 30 juin 2016	Ecart de réévaluation
		30 juin 2015	Dotations	30 juin 2016		
Terrains						
Immeuble du siège		(23 827)				
Silos et autres		(9 223)		(9 223)	(9 223)	
Incorporation au capital						
TOTAL		(33 150)		(9 223)	(8 223)	

(1) Montant en fin d'exercice après cession ultérieure aux réévaluations.

La réévaluation dont l'Union a fait l'objet en 1982 et 1989, concerne différents silos et est totalement amortie.

NOTE 3 ■ Immobilisations financières

Tableau de variation des Immobilisations financières

Immobilisations financières Par nature (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	Autres	30 juin 2016
Titres de participations	242 568	464	(2 740)		(421)	239 873
Autres titres immobilisés	7 827	0				7 827
Titres détenus	250 385	464	(2 740)		(421)	247 699
Créances rattachées à des participations	3 809	39 683	(667)			42 835
Prêts	2 473	3	(68)			2 408
Autres immobilisations financières	228	8	(12)			224
Total Brut	259 905	40 198	(3 487)		(421)	293 187
Titres de participations	(3 299)	(937)	1 858			(2 378)
Autres titres immobilisés	(273)	(1)				(274)
Créances rattachées à des participations	(1 324)		287			(1 037)
Prêts et autres immobilisations financières	(336)	(0)				(336)
Total Dépréciations	(5 233)	(938)	2 145			(4 026)
NET	251 673					288 141

A fin juin 2016, les 3,2 M€ de diminutions/reprise sur titres de participations concernent principalement CAF Services (1,5M€- liquidée en juillet 2015), Drome Finance (0,5 M€) et Cycliz (0,4 M€- tупé en décembre 2015). Lisasud (0,4M€)

Les mouvements sur les créances rattachées concernent :

- l'apport des avances réalisées auprès de la SCI Grande Armée par Union Invivo 32 M€ dans le cadre de la cession du siège.
- les dividendes Invivo Grains à recevoir 7,5 M€.
- le remboursement de prêt par Novial 0,3 M€ conformément à l'échéancier.

Créances rattachées à des participations

Créances rattachées à des participations Détail (en milliers d'euros)	Brut		Dépréciations		Net	
	30 juin 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Novial	300	600			300	600
InVivo Holding Grand Public						
Soreal	590	590			590	590
Soframaa	912	912	(912)	(912)		
Sica de Gouaix	363	363			363	363
Cycliz		287		(287)		0
Fertimayenne	258	258			258	258
MCAF	328	405			328	405
SCI GA	31 806					
Invivo Grains	7 500					
Autres	387	387	(125)	(125)	262	262
Produits à recevoir	5	8			5	8
TOTAL	42 448	3 809	(1 037)	(1 324)	2 104	2 485

NOTE 4 : Liste des filiales et participations

Filiales (sociétés détenues à plus de 50% et dont la valeur des titres détenus est supérieure à 1% du capital)

Filiales (en milliers d'euros)	Valeur des titres		Eléments financiers					
	Brute	Nette	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Résultat net	Chiffre d'affaires	Dividendes encaissés	Date du dernier bilan disponible
INVIVO GRAINS	29 701	29 701	7 622	101 634	1 488	2 005	7 500	30-jun-16
301 711 453 100.00%								
INVIVO GROUP	195 533	195 533	195 533	(7 398)	(11 731)	43 245	0	30-jun-16
801 078 282 100.00%								
SEPCO	1 829	148	1 600	(1 452)	(950)	4 781	0	30-jun-16
318 082 906 100.00%								
Autres filiales	448	159						
TOTAL	227 509	225 541						

Participations (sociétés détenues entre 10% et 50% et dont la valeur des titres est supérieure à 1% du capital)

Participations (en milliers d'euros)	Valeur des titres		Eléments financiers					
	Brute	Nette	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Résultat net	Chiffre d'affaires	Dividendes encaissés	Date du dernier bilan disponible
INTERRA LOG	1 929	1 929	1 585	511	133	4 240	56	30-jun-15
513 372 102 36.80%								
INTERRA PRO	1 310	1 310	3 312	960	356	72 234	-	30-jun-15
513 372 078 38.91%								
NUTRIFINANCES	1 682	1 682	8 600	99	79	-	-	30-jun-15
533 179 230 19.56%								
ODALIS	1 120	1 120	2 600	1 639	217	4 225	-	31-déc.-15
444 290 951 43.08%								
SOFAGRI	2 807	2 807	2 834	2 842	412	-	-	31-déc.-15
320 327 968 22.67%								
SOREAL	1 461	1 202	4 621	(1 802)	(238)	2 079	-	30-jun-16
759 200 934 15.61%								
Autres participations	2 054	1 741						
TOTAL	12 363	11 791						

Renseignements globaux sur les filiales et participations

Renseignements globaux sur les filiales et participations (en milliers d'euros)	Valeur comptable des titres détenus à la clôture	
	Brute	Nette
Filiales françaises	227 509	225 541
Filiales étrangères		
Total Filiales	227 509	225 541
Participations françaises	12 363	11 791
Participations étrangères		
Total Participations	12 363	11 791
Autres titres immobilisés	7 827	7 553
TOTAL	247 699	244 885

Autres titres immobilisés (détail pour les sociétés détenues dont la valeur des titres est supérieure à 300 K€)

Autres titres immobilisés (en milliers d'euros)	Valeur des titres	
	Brute	Nette
DAUPHINOISE DEVELOPPEMENT	2 000	2 000
NEALIA (Ex NESTAL)	934	934
SENELIA UNION	360	360
CRCA ILE DE FRANCE	869	869
GRUPE LMAGRAIN HOLDING	1 699	1 699
Autres titres immobilisés	1 965	1 692
TOTAL	7 827	7 553

NOTE 5 : Liste des participations dans les organismes coopératifs

Liste des participations dans les organismes coopératifs à la clôture de l'exercice (en milliers d'euros)	Valeur brute des titres détenus à la clôture		
	Coopératives ou Unions de coopératives	Sica SA	Sica Sociétés civiles
Senalia Union	360		
Agrial	268		
Universal coopératives Inc	250		
Urcoopa	284		
Ucav	23		
Fertimayenne (union)	167		
Coopérative Agricole Arterris	114		
Uca silo Frouard	69		
Top Semences	61		
Ucca Union Centre Atlantique	41		
Sogralor	34		
Adhérents Coop	20		
Comptoir Agricole Hochfelden	19		
Centre Ouest Céréales	15		
Coop de Broons	11		
UDCA de Saintes	6		
Coopérative Basse-Terre	8		
Champagne Elevage - Tereval	4		
Triaux	3		
Coop.Agr. des prod. de Jeunes Bovins de l'Aisne	2		
CAPL	1		
Union Canal Seine Nord	1		
Rhône Saône Engrais		273	
Sica de Gouaix		188	
Alicoop		161	
Nord céréales		163	
Sica de Bordeaux		86	
Sica Neuf Brisach		59	
Sica Atlantique		61	
Senalia SICA			36
Azolor		12	
Sonasco		11	
Franciade Agrifluid		9	
Laignes Agrifluid		5	
Sica Agroseso		3	
TOTAL	1 777	12 069	36

NOTE 6 : Stocks

Tableau de variation des stocks

Stocks Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	30 juin 2016
Matières premières et autres approv.	1 764	338		2 102
En-cours de production de biens	11 081	261		11 342
Produits intermédiaires et finis	2 629	1 433		4 062
Marchandises	9 094		(1 577)	7 517
Brut	24 567	2 033	(1 577)	25 023
Dépréciations	(6 388)	(2 357)	2 742	(6 003)
NET	18 179			19 020

Information sectorielle des stocks

Stocks Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Matières premières et autres approv.		1 852	250
En-cours de production de biens		11 342	
Produits intermédiaires et finis		4 062	
Marchandises		7 517	
BRUT		24 773	250
		25 023	
Matières premières et autres approv.		1 682	250
En-cours de production de biens		9 013	
Produits intermédiaires et finis		3 159	
Marchandises		4 916	
NET		18 771	250
		19 020	

NOTE 7 : Créances

Etat des créances

Créances brutes (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation		Echéancier des créances	
			N/ N-1		30 juin 2016	
					< 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	42 835	3 809	39 026		41 113	1 722
Prêts	2 408	2 473	(65)		2 343	65
Autres immobilisations financières	224	228	(4)		8	216
Actif immobilisé	45 467	8 510	38 957		43 464	2 004
Fournisseurs débiteurs	210 538	228 001	(17 463)		210 538	
Clients douteux ou litigieux	816	582	234		818	
Autres créances clients	182 918	298 193	(113 275)		182 918	
Personnel	3	2	0		3	
Organismes sociaux	(0)	74	(75)		(0)	
TVA	15 547	11 532	4 014		15 547	
Autres impôts et taxes et assimilés	1 283	1 966	(703)		1 527	
Créances d'exploitation	411 084	538 351	(127 267)		411 348	
Groupe et associés (1)	106 179	4 062	102 118		106 179	
Autres créances diverses	3 734	1 564	2 170		3 694	52
Créances hors exploitation	109 912	5 625	104 287		109 873	52
Charges constatées d'avance	4 135	743	3 392		4 135	
Charges à répartir	708		708		142	566
TOTAL	570 588	551 228	19 368		588 619	2 055

(1) Au bilan, les comptes courants de trésorerie centralisée font partie des créances hors exploitation s'ils sont débiteurs ou des dettes hors exploitation s'ils sont créditeurs (cf. notes 7 et 13). En terme d'analyse de trésorerie, ils sont pris en compte dans la situation de trésorerie nette (cf. note 8)

Les charges à répartir concernent les frais d'émission d'emprunts, conformément à la méthode définie au point 2.2.4 de l'annexe, sur une durée de cinq ans.

NOTE 8 : Trésorerie nette

Trésorerie nette

Trésorerie nette (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	54 849	1 876	52 973	
Dettes financières à moins d'1 an à l'origine	(49 590)	(92 128)	42 538	
Comptes courants de trésorerie centralisée (1)	104 241	(33 078)	137 320	
Brut	109 501	(123 331)	232 831	
Dépréciations				
TOTAL	109 501	(123 331)	232 831	

(1) Les comptes courants de trésorerie centralisée font partie des créances hors exploitation s'ils sont débiteurs ou des dettes hors exploitation s'ils sont créditeurs (cf. notes 7 et 13)

NOTE 9 : Comptes de régularisation actif

Nature des charges constatées d'avance (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Achats	3 471	269	3 202
Services extérieurs	607	436	171
Impôts et taxes	42	36	6
Autres charges de gestion	15	1	14
Charges d'exploitation	4 135	743	3 392
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
TOTAL	4 135	743	3 392

Autres comptes de régularisation (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Ecart de conversion actif			
Charges à répartir	708		708
TOTAL	708		708

NOTE 10 : Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	30 juin 2016
Capital social	72 096			1 640	73 736
Ecart de réévaluation	23 780				23 780
Réserve légale	29 223	420			29 642
Réserves statutaires ou contractuelles	396				396
Réserves réglementées	17 144	426			17 570
Autres réserves	137 579	2 035			139 614
Provisions pour parfaire l'intérêt aux parts soc.	4 322				4 322
Provisions pour ristournes éventuelles	0				0
Report à nouveau	0				0
Résultat net de l'exercice	3 771	(3 771)	70 558		70 558
TOTAL	288 311	(881)	70 558	1 640	359 618

Le solde restant de affectation du résultat correspond à la distribution aux intérêts aux parts sociales,

Décomposition du capital social

Capital social (en euros)	30 juin 2016				30 juin 2015			
	Nbre titres	Nominal	Valeur titres	%	Nbre titres	Nominal	Valeur titres	%
Associés coopérateurs	73 047 818	1,00	73 047 818	99,07	71 428 077	1,00	71 428 077	99,07
Associés non coopérateurs	888 095	1,00	688 095	0,93	888 095	1,00	668 095	0,93
TOTAL	73 735 913	1,00	73 735 913	100,00	72 096 172	1,00	72 096 172	100,00

Dont versé 72 148 728

Dont versé 72 002 817

L'Union InVivo est une union de coopératives agricoles à capital variable régie par les dispositions du Code Rural, notamment le livre V, par les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée et des textes applicables en la matière.

Son capital est formé de parts nominatives et indivisibles souscrites par chacun des associés coopérateurs et des associés non coopérateurs.

Le capital est réparti entre les associés coopérateurs en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec l'union de coopératives.

NOTE 11 : Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Dotations	Reprises	30 juin 2016
Litiges	1 108	167	(511)	764
Pertes de change				
Pertes sur contrats				
Autres provisions pour risques	6 271	6 638	(367)	12 542
Provisions pour risques	7 379	6 805	(878)	13 305
Indemnités de départs à la retraite	1 888	276	(80)	2 085
Médailles du travail	44	6	(5)	45
Restructurations	672	1 283	(615)	1 340
Autres provisions pour charges	281		(281)	
Provisions pour charges	2 886	1 565	(881)	3 489
TOTAL	10 265	8 388	(1 859)	16 775

Exploitation	425	(718)
Financier		(1)
Exceptionnel	7 244	(441)

La provision constituée au 30 juin 2016 a pour but de couvrir les coûts générés par les projets de transformation de l'organisation du groupe tels que les projets Corporate 2025, et les coûts induits par les projets relatifs au siège social et au siège opérationnel.

Les informations relatives aux engagements de retraite sont les suivantes :

(milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Valeur des engagements de fin d'année	(2 708)	(2 597)
Valeur des fonds de fin d'année	13	82
(Insuffisance)/ Surplus	(2 885)	(2 515)
Ecart actuariel restant à amortir (1)	(610)	(634)
Provision comptabilisée au bilan	(2 085)	(1 888)
Total des engagements nets de couverture	(2 695)	(2 523)

Répartition de la charge de l'exercice		
Coûts des services rendus de l'exercice	(163)	(186)
Coût financier	(42)	(66)
Rendement attendu des fonds	2	2
Amortissement des écarts actuariels	(59)	(41)
Modification de périmètre et autres impacts	(14)	(44)
Total de la dotation de l'exercice	(276)	(335)

(1) Montant reporté en engagements hors bilan

NOTE 12 : Dettes financières à moyen et long terme

Tableau de variation des dettes financières à plus d'un an à l'origine

Dettes financières à plus d'un an à l'origine (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations	Diminutions	Transferts	30 juin 2016
Emprunts bancaires	74 987		(17 828)		57 159
Intérêts courus sur emprunts bancaires	3	150	(3)		150
Emprunts bancaires à plus d'1 an à l'origine	74 990	150	(17 831)		57 309
Autres emprunts	913		(229)		684
Intérêts courus sur emprunts et dettes divers	1				1
Emprunts et dettes financières divers	914	(0)	(229)		685
TOTAL	75 904	150	(18 060)		57 993

Echéancier des dettes financières à plus d'un an à l'origine

Dettes financières à plus d'un an à l'origine (en milliers d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	30 juin 2016
Emprunts bancaires	57 159			57 159
Intérêts courus sur emprunts bancaires	150			150
Emprunts bancaires à plus d'1 an à l'origine	57 309			57 309
Autres emprunts	684			684
Intérêts courus sur emprunts et dettes divers	1			1
Emprunts et dettes financières divers	685	0		685
TOTAL	57 993	0		57 993

NOTE 13 : Dettes

Etat et échéancier des dettes

Dettes (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	30 juin 2016		
				< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes bancaires à moins d'1 an à l'origine	49 590	92 128	(42 538)	49 590		
Dettes bancaires à plus d'1 an à l'origine	57 309	74 990	(17 681)	15 477	31 674	10 158
Emprunts et dettes financières divers	685	914	(229)	685	0	
Dettes financières	107 584	168 032	(60 448)	65 752	31 674	10 158
Dettes Fournisseurs	204 759	158 311	46 448	204 759		
Clients créditeurs (y compris avances)	212 707	208 024	4 683	212 707		
Personnel	2 128	2 709	(581)	2 128		
Organismes sociaux	2 504	2 713	(209)	2 504		
TVA d'exploitation	28 975	5 731	23 244	28 975		
Autres impôts et taxes et assimilés	1 708	1 403	305	1 708		
Dettes d'exploitation	452 780	378 891	73 889	452 780		
Impôts sur les sociétés	1 812	767	1 045	1 812		
Dettes sur immobilisations	3 237	3 333	(95)	3 237		
Groupe et associés (1)	1 805	35 413	(33 608)	1 805		
Autres dettes diverses	3 323	347	2 977	3 323		
Dettes hors exploitation	10 177	39 859	(29 681)	10 177		
Produits constatés d'avance	29	53	(23)	29		
TOTAL	570 571	586 835	(16 264)	528 739	31 674	10 158

(1) En terme d'analyse de trésorerie, les comptes courants de trésorerie sont pris en compte dans la situation de trésorerie nette (cf. note 8)

NOTE 14 : Comptes de régularisation passif

Nature des produits constatés d'avance (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Chiffre d'affaires	3		3
Autres produits d'exploitation	4	11	(7)
Produits d'exploitation	15	11	3
Produits financiers	15	42	(27)
Produits exceptionnels			
TOTAL Produits constatés d'avance	29	53	(23)

Autres comptes de régularisation (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Ecart de conversion passif			
TOTAL			

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 15 Chiffres d'affaires

Chiffres d'affaires par secteurs d'activité et par marchés géographiques

Chiffres d'affaires par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	2015 / 2016			2014 / 2015		
	France	International	Total	France	International	Total
Siege & Holding	8 199		8 199	5 889		5 889
Agrofournitures & Semences	1 464 294	1 535	1 465 829	1 518 774	777	1 519 551
Stockage & Marchés	1 001 357	21 702	1 023 059	658 234	26 248	684 482
TOTAL	2 473 850	23 237	2 497 087	2 182 897	27 025	2 209 922

Répartition	99,1%	0,9%	100,0%	98,8%	1,2%	100,0%
-------------	-------	------	--------	-------	------	--------

NOTE 16 Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Production stockée	1 895	7 522
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	62	112
Reprises sur dépréciations de stocks	2 742	2 079
Reprises sur dépréc. de créances d'exploitation	1	32
Reprises sur amort. et dépréc. d'exploitation	2 743	2 111
Repr. prov. pour risques et charges d'exploit.	758	438
Remboursement des assurances	66	91
Transferts de charges associés SEP Bassens	2 837	2 837
Autres transferts de charges	906	755
Transferts de charges d'exploitation	3 808	3 884
Royalties	130	134
Autres produits de gestion	43	8
Autres produits de gestion courante	172	142
TOTAL	9 238	14 009

NOTE 17 Autres achats et charges externes

Autres achats et charges externes (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Achats de sous-traitance	(14 801)	(10 364)
Energie	(4 073)	(5 865)
Fournitures	(1 081)	(1 021)
Autres achats	(19 955)	(17 250)
Sous-traitance générale	(1 909)	(2 324)
Locations	(3 702)	(3 740)
Entretien / Maintenance	(1 997)	(2 146)
Assurances	(2 225)	(1 897)
Etudes et recherches	(610)	(430)
Documentation et séminaires	(688)	(598)
Services extérieurs	(11 130)	(11 135)
Personnel extérieur	(4 214)	(3 627)
Honoraires / Commissions	(3 051)	(2 573)
Publicité	(2 276)	(2 068)
Transports	(901)	(1 057)
Missions / Réceptions	(1 224)	(1 249)
Télécommunications	(128)	(148)
Frais bancaires	(1 015)	(451)
Prestations commerciales & techniques Groupe	(5 274)	(10 347)
Fonctions support groupe	(18 028)	(18 478)
Entretien des locaux	(511)	(804)
Autres services extérieurs divers	(749)	(791)
Autres services extérieurs	(35 389)	(39 584)
TOTAL	(55 454)	(57 978)

NOTE 18 : Impôts et taxes

Impôts et taxes (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Contribution Economique Territoriale (CET)	(1 445)	(1 179)
Organic		602
Impôts et taxes sur rémunérations	(213)	(168)
Taxes foncières	(228)	(276)
Taxes sur les véhicules des sociétés	(17)	(31)
Autres impôts et taxes	(274)	(312)
TOTAL	(2 177)	(1 384)

Les coopératives agricoles bénéficient à compter du 01 janvier 2015 de la suppression de la contribution sociale de solidarité (ou organic). Cette loi n'ayant été publiée qu'en août 2014, l'Union a constaté un produit sur l'exercice 2015 correspondant à l'annulation de la provision constituée dans les comptes au 30 juin 2014.

NOTE 19 : Charges de personnel

Charges de personnel (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Salaires	(11 912)	(12 589)
Charges sociales	(5 847)	(5 835)
Intéressement (dont abondement)	(816)	(1 190)
TOTAL	(18 575)	(19 615)

NOTE 20 : Dotations aux amortissements

Dotations aux amortissements (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Dotations sur immobilisations incorporelles	(354)	(18)
Dotations sur immobilisations corporelles	(5 134)	(5 002)
Dotations sur charges à répartir	(57)	
TOTAL	(5 545)	(5 020)

NOTE 21 : Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation

Dotations aux provisions d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Dépréciations des stocks	(2 357)	(3 184)
Dépréciations des fournisseurs débiteurs	(28)	
Dépréciations des clients douteux	(207)	(33)
Dépréciations d'exploitation	(2 582)	(3 217)
Prov. départs retraites et médailles du travail	(282)	(339)
Autres prov. risques et charges d'exploitation	(184)	(96)
Prov. pour risques et charges d'exploitation	(465)	(435)
TOTAL	(3 057)	(3 852)

NOTE 22 : Autres charges d'exploitation

Autres charges d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015	Variation
Créances irrécouvrables	(140)	(1)	(139)
Royalties et redevances	(7 694)	(8 034)	340
Autres charges de gestion	(150)	(198)	48
TOTAL	(7 984)	(8 233)	249

Les royalties concernent l'activité des Semences.

NOTE 23 : Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Quote-part de résultat sur opérations faites en commun (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015	Variation
QP de résultat de l'activité du silo d'Ottmarsheim	(23)	(79)	56
TOTAL	(23)	(79)	56

NOTE 24 : Résultat financier

Résultat financier (en milliers d'euros)	2015 / 2016			2014 / 2015		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Produits financiers de participations	7 739		7 739	885	(13)	872
Intérêts sur endettement à moyen et long terme		(841)	(941)		(709)	(709)
Résultat sur financement court terme	2 809	(1 484)	1 324	5 020	(2 660)	2 361
Résultat sur opérations de change	78	(160)	(82)	283	(256)	28
Résultat sur autres opérations financières	251	(704)	(453)	364	(23)	341
Résultat financier hors dépréc. et prov.	10 876	(3 280)	7 588	6 552	(3 680)	2 892
Dépréciation des immobilisations financières	873	(938)	(65)	152	(1 018)	(866)
Autres dépréciations financières						
Dépréciations financières	873	(838)	(85)	152	(1 018)	(866)
Prov. pour risques et charges financières	1		1	0	(4)	(4)
TOTAL	11 750	(4 228)	7 522	6 704	(4 682)	2 022

L'augmentation du résultat financier de 5,5 M€ sur l'exercice 2016 par comparaison à l'exercice 2015 provient principalement des dividendes à recevoir d'INVIVO Grains (7,5 M€ au 30 juin 2016).

NOTE 25 : Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)	2015 / 2016					2014 / 2015
	Produits hors reprise	Reprise de provisions et transferts de charges	Charges hors dotations	Dotations aux provisions & amortissements	Résultat	Résultat
Cessions d'immobilisations incorporelles						
Cessions d'immobilisations corporelles	86 877		(12 293)		74 584	2 040
Cessions d'immobilisations financières	1 450		(2 740)		(1 290)	(40)
Dépréciations & amortissements exceptionnels		1 275			1 275	3
Provisions pour risques et charges except.		1 141		(7 944)	(6 803)	(1 924)
Autres éléments exceptionnels	53		(2 194)		(2 141)	(7)
TOTAL	88 379	2 416	(17 227)	(7 944)	65 624	70

Le résultat exceptionnel est principalement impacté par la cession du siège sis 83 avenue de la Grande Armée le 30 juin 2016 pour un montant de 86 M€ à la SCI Grande Armée.

Les autres principaux éléments sont les suivants :

Les dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles sont liées aux projets de transformation de l'organisation du groupe tels que les projets Corporate 2025, et les coûts induits par les projets relatifs au siège social et au siège opérationnel.

5. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 26 : Eléments des entreprises liées

Eléments des entreprises liées (Bilan) (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Créances rattachées à des participations	322	364
Prêts	3	125
Dépôts et cautionnements		-
Avances et acomptes versés sur commandes		-
Créances clients	75 426	200 875
Autres créances	104 322	5 979
Disponibilités		-
Actif	180 073	207 343
Dettes fournisseurs	22 792	26 152
Autres dettes		37 316
Passif	22 782	63 468

Eléments des entreprises liées (Résultat) (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Chiffre d'affaires	1 004 630	561 561
Autres produits d'exploitation	23 942	1 575
Charges d'exploitation	83 891	(194 554)
Produits de participation	1 233	692
Autres produits financiers	383	865
Charges financières	631	-
Compte de résultat	1 114 711	370 138

NOTE 27 : Transactions avec les parties liées

Avances versées et prêts

La société effectue des avances financières sans intérêts dont le détail est le suivant :

Montant des avances (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
SOFRAMAA	912	912

Autres opérations

Les autres opérations correspondent à des transactions commerciales courantes réalisées sur la base de prix de marché ou sont non significatives pour la société.

NOTE 28 : Rémunérations allouées aux dirigeants

Le montant des indemnités compensatrices de l'activité allouées sur l'exercice aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 150 K€.

NOTE 29 : Engagements hors bilan

Engagements donnés, reçus et réciproques (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Avals, cautions et garanties donnés	784 500	111 881
Nantissements donnés		
Pensions et obligations assimilées		219
Passif des sociétés transparentes		634
Indemnités de départ retraite-écarts actuariels	610	
Autres engagements donnés	2 532	2 532
Engagements donnés	787 642	115 266
Avals, cautions et garanties reçus		
Nantissements reçus		
Engagements reçus des associés coopérateurs	1 587	1 486
Engagements de retour à meilleure fortune	5 252	2 115
Autres engagements reçus	2 532	3 140
Engagements reçus	9 372	6 741
Crédit-bail		
Locations longue durée		
Autres engagements réciproques	2 079	4 003
Engagements réciproques	2 079	4 003
Cautions bancaires (1)	8 422	22 910

(1) : cautions bancaires en garantie des paiements de dettes d'exploitation

Instruments financiers de couverture (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Risque de prix sur matières premières		
Marchés à recevoir à terme		
Marchés à livrer à terme		
Risques de taux		
Instruments financiers (collar, cap, floor, swap, ...)		3 214
Risques de change		
Achats et ventes de devises à terme	16 289	31 719

Les avals, cautions et garanties donnés pour 785 M€ sont relatifs à :
- 84,5 M€ d'ouvertures de crédits auprès des banques des filiales
- 120 M€ d'emprunt obligataire des filiales
- 580 M€ de financement dans le cadre du crédit syndiqué d'Invivo Group.

Engagements de rachat de titres détenus par des actionnaires minoritaires

La société Union Invivo est engagée à racheter irrévocablement les titres détenus par les actionnaires minoritaires de la société FRI Semences (entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2020).

Le prix de rachat des titres de la société FRI Semences a été déterminé dans le pacte d'actionnaires sur la base d'une méthode prenant en compte la moyenne entre la valeur donnée par un multiple d'EBITDA et la valeur donnée par un multiple de budget de Recherche & Développement sur les deux derniers exercices de RAGT Semences, étant précisé que le prix de rachat calculé ne pourra en aucun cas être inférieur à un prix plancher.

NOTE 30 : Crédit-bail

Information non applicable

NOTE 31 Effectif moyen

Effectif moyen par catégorie socio-professionnelle

Effectif moyen	2015 / 2016	2014 / 2015
Cadres	111	128
Agents de maîtrise	97	101
Employés	34	30
Ouvriers	55	53
TOTAL	297	312
dont CDI	278	294
dont CDD	19	18

Information sectorielle de l'effectif moyen

Effectif par secteurs d'activité	2015 / 2016	2014 / 2015
Siège & Holding	1	
Agrofournitures & Semences	87	93
Stockage & Marchés	209	219
TOTAL	297	312

NOTE 32 Utilisation du CICE et crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a pour objet d'améliorer la compétitivité de l'entreprise et ainsi lui permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de ses fonds de roulement.

L'Union InVivo a constaté dans ses comptes clos au 30 juin 2016 un crédit d'impôt de 17 k€..

NOTE 33 Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Créances et dettes représentées par des effets de commerce (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Clients - effets à recevoir	1 437	9 138
Disponibilités - effets à l'encaissement et effets à l'escompte		
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	6 290	5 295
Fournisseurs d'immobilisations - effets à payer		
TOTAL	7 727	14 433

NOTE 34 Produits à recevoir

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Dividendes à recevoir	7 500	
Autres immobilisations financières	127	208
Fournisseurs	206 997	198 864
Clients	31 441	40 311
Créances fiscales et sociales	74	239
Groupe & associés	0	0
Créances diverses	69	454
Disponibilités & Valeurs mobilières de placement		
TOTAL	246 208	240 075

NOTE 35 Charges à payer

Charges à payer (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Intérêts courus sur découverts	27	92
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières diverses	151	4
Fournisseurs d'exploitation	49 218	64 449
Clients	207 900	199 335
Dettes fiscales et sociales	4 707	5 033
Fournisseurs d'immobilisation	2 191	2 225
Groupe & associés	409	535
Dettes diverses	138	112
TOTAL	264 742	271 784

NOTE 36 Suivi des éléments particuliers des exercices précédents

L'Union InVivo a été citée à comparaître dans le cadre d'une affaire de corruption présumée touchant un fonctionnaire européen. Ce dossier a fait l'objet d'un jugement en première instance rendu le 27 juin 2012 par le tribunal correctionnel de Bruxelles. L'Union InVivo a été condamnée à une amende de 500 k€. La Commission Européenne et France AgriMer, parties civiles, n'ont pas été suivies dans leurs demandes. Ce jugement a fait l'objet d'un appel et par un arrêt en date du 6 mai 2013, la Cour d'Appel a globalement confirmé les condamnations prononcées par les juges de première instance. Le 28 mai 2014, la Cour de Cassation de Belgique a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel rendu sur les actions civiles exercées par la Commission Européenne et France AgriMer et a renvoyé la cause à la Cour d'Appel de Mons.

NOTE 37 Informations diverses

L'Union est soumise au régime fiscal spécifique aux coopératives et unions de coopératives.
L'Union InVivo est la société consolidante des comptes du groupe InVivo arrêtés au 30 juin.

PROCES - VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 14 DECEMBRE 2016

Certifié conforme

L'An deux mille seize, le quatorze décembre à neuf heures, les Sociétaires de l'Union INVIVO - Union de Coopératives Agricoles, - se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au Palais des Congrès - 2, Place de la Porte Maillot à PARIS 75017, sur convocation faite par le Conseil d'Administration suivant avis inséré, le 7 novembre 2016, dans le Journal d'Annonces Légales "La Loi", ainsi que par lettres adressées aux Sociétaires.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des Sociétaires représentés par des mandataires, et qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Philippe MANGIN, Président du Conseil d'Administration.

M. Jean-Paul MARCHAL, Président de la Coopérative Agricole de Lorraine (LA CAL) à NANCY (54) et M. Serge VERNET, Président de la Coopérative Agricole GPS MANOSQUE à MANOSQUE (04) sont appelés comme Scrutateurs.

M. Thierry BLANDINIERES est désigné comme Secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les Membres du Bureau ainsi constitué, permet de constater que les Sociétaires, présents ou représentés, disposent de plus de la moitié des voix des associés coopérateurs et non-coopérateurs inscrits à l'Union à la date de la convocation, conformément à l'article 44 des statuts.

L'Assemblée pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

M. le Président met à la disposition des Membres de l'Assemblée :

- 1 ➤ un exemplaire du Journal d'Annonces Légales contenant l'avis de convocation,
- 2 ➤ la feuille de présence de l'Assemblée Générale à laquelle sont annexés les pouvoirs des Sociétaires représentés par des mandataires,
- 3 ➤ l'inventaire des valeurs actives et passives de la société et du Groupe au 30 juin 2016 ainsi que le bilan au même jour, le compte de résultat et l'annexe,
- 4 ➤ les rapports des Commissaires aux Comptes,
- 5 ➤ le rapport de gestion sur l'exercice clos ainsi que le rapport du Conseil d'Administration portant sur les modifications statutaires,
- 6 ➤ les statuts.

Puis, M. le Président déclare :

✧ que la liste des Sociétaires, arrêtée le 16ème jour avant la réunion de l'Assemblée, a été tenue à la disposition des Associés au siège social,

✧ qu'en outre les documents et renseignements ci-après ont été tenus à la disposition des Associés, au siège social, depuis la convocation de l'Assemblée ou adressés aux Associés qui en ont fait la demande suivant l'article 35 des statuts.

Savoir :

- A/ le projet des résolutions présentées par le Conseil d'Administration,
- B/ l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'Union et du Groupe
- C/ les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes,
- D/ un document mentionnant les références des candidats au Conseil d'Administration.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

M. le Président rappelle ensuite que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de Gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport général des Commissaires aux Comptes,
- Approbation des comptes sociaux et consolidés clos au 30 juin 2016,
- Quitus aux Administrateurs,
- Affectation du résultat,
- Constatation de la variation du capital souscrit,
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes,
- Fixation de l'allocation globale pour indemnités aux Administrateurs,
- Fixation de l'allocation « formation des administrateurs »,
- Election d'Administrateurs au Conseil d'Administration.

M. DUCHALAIS, à la demande du Président de séance, présente le rapport de gestion du Conseil d'Administration exposant l'activité de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé, le résultat de ces activités, les difficultés rencontrées et les perspectives d'avenir.

Mme Maha FOURNIER présente ensuite les comptes de l'Union INVIVO et les comptes consolidés du Groupe.

Le Président donne ensuite la parole aux Commissaires aux Comptes pour la présentation de leurs différents rapports établis en commun.

M. MONTIEL de la SCP MONTIEL et Associés et M. ROCHER de la SAS ERNST & YOUNG AUDIT donnent lecture du rapport général sur les comptes de l'Union INVIVO, du rapport spécial sur les conventions passées entre l'Union et certains Administrateurs autorisées par le Conseil d'Administration, ainsi que du rapport sur les comptes consolidés du Groupe.

* * *

Le Président déclare ensuite la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président procède au vote des résolutions. Il rappelle que le vote des résolutions se fait par vote électronique en dehors de la dixième résolution qui sera faite par vote à bulletin secret.

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration aux associés, le rapport sur la gestion du groupe, la présentation des comptes annuels de l'Union, la présentation des comptes consolidés, le rapport général et le rapport sur les comptes consolidés des commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2016, tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution est adoptée à 100% des voix présentes ou représentées

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs de la gestion de l'exercice 2015/2016.

Cette résolution est adoptée à 99,25% des voix présentes ou représentées

Troisième résolution

Après avoir approuvé les comptes de l'exercice et constaté un excédent net de 70 557 547,14 €
dont un excédent résultant des opérations avec les adhérents de 71 400 631,80 €
et un déficit des opérations faites avec les tiers de 843 084,66 €
l'Assemblée Générale dote les réserves obligatoires suivantes pour un montant de :

- Réserve indisponible des opérations avec les tiers non associés : - 843 084,66 €
- Réserve légale (10% excédent réalisé hors opérations TNA) : 7 140 064,00 €

Après dotation des réserves obligatoires, l'excédent net répartissable s'élève à 64 260 567,80 €.

Cette résolution est adoptée à 99,25% des voix présentes ou représentées

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de servir, aux associés coopérateurs et non coopérateurs détenteurs de parts sociales à la date de convocation de l'assemblée, un intérêt aux parts sociales libérées à la clôture de l'exercice, pour un montant total de 1 305 891,98 €, correspondant à un taux de 1,81%.

Le paiement de cet intérêt aux parts sera effectué avant le 31 mai 2017, après imputation des sommes nécessaires à la mise à jour ou à la libération complémentaire des parts sociales de tout associé coopérateur non à jour avec ses obligations de souscription ou de libération de parts sociales, conformément aux statuts de l'Union.

Cette résolution est adoptée à 100% des voix présentes ou représentées.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de doter le solde de l'excédent net répartissable s'élevant à 62 954 675,82 € en réserve facultative.

Cette résolution est adoptée à 98,47% des voix présentes ou représentées

Sixième résolution

L'Assemblée Générale constate que le montant du capital social souscrit à la date de clôture de l'exercice, soit au 30/06/2016, s'élève à 73 735 913 € en augmentation de 1 639 741 € par rapport au montant constaté à la date de clôture de l'exercice précédent par l'Assemblée Générale du 16/12/2015.

Cette résolution est adoptée à 98,44% des voix présentes ou représentées

Septième résolution

Après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L 529-2 du code rural, de l'alinéa 1 de l'article 27 de la loi n°47-17775 du 10 septembre 1947 et des articles L 225-38 à L 225-43 du code de commerce, l'assemblée générale ordinaire approuve les conventions mentionnées au dit rapport.

Cette résolution est adoptée à 99,24% des voix présentes ou représentées

Huitième résolution

L'Assemblée Générale fixe à 250 000 € pour l'exercice 2016/2017 le montant maximum de l'allocation globale dans la limite de laquelle les indemnités compensatrices de l'activité consacrée à l'administration de l'Union et les remboursements de frais pourront être attribués aux Administrateurs conformément à l'article 30 des statuts.

Cette résolution est adoptée à 98,47% des voix présentes ou représentées

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale fixe à 50 000 € pour l'exercice 2016/2017 le montant maximum alloué à la formation des Administrateurs.

Cette résolution est adoptée à 97,62% des voix présentes ou représentées

Dixième résolution

L'Assemblée Générale renouvelle pour trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 30 juin 2019, les mandats venant à expiration des administrateurs suivants :

TERRES DU SUD
47320- Clairac

MAISADOUR
40280- Haut Mauco

VIVESCIA
51100 - Reims

ACOLYANCE
51100 - Reims

AGRIAL
14000 - Caen

UNEAL
62054 - Saint-Laurent-Blangy

NORIAP
80440- Boves

DIJON CEREALES
21600 – Longvic

VIVADOUR
32400-Riscle

Les représentants des personnes morales ainsi renouvelés déclarent accepter ces fonctions d'administrateurs.

L'Assemblée Générale nomme également la Société Coopérative Agricole OCEALIA sise 51 rue Pierre LOTI à COGNAC (16) comme nouvel administrateur pour une période de 3 ans venant à expiration à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 30 Juin 2019.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale confère en tant que de besoin tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ces résolutions, en vue de l'accomplissement de toutes formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à 100% des voix présentes ou représentées

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée et de tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal pour valoir ce que de droit.

Le Président de séance

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

P.MANGIN

M. MARCHAL

M.VERNET

M.BLANDINIÈRES

B-
Certifié conforme

Union **invivo**
Coopérer, source de valeur

Comptes Sociaux

Exercice 2015 - 2016

BILAN ACTIF

En milliers d'euros

Postes de l'actif	30/06/2016			30/06/2015
	VALEURS BRUTES	AMORT./ DEPREC	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 211	1 823	5 388	4 492
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 673	808	765	30
Fonds commercial	5 378	915	4 462	4 462
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	161		161	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 210	112 299	47 910	60 370
Terrains	8 171	1 543	4 629	10 278
Constructions	75 513	51 128	24 387	40 355
Installations techniques, matériels & outillages industriels	72 402	56 028	16 376	8 378
Autres immobilisations corporelles	4 766	3 805	1 181	1 009
Immobilisations corporelles en cours	1 357		1 357	351
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	283 167	4 028	289 141	251 873
Titres de participation	239 873	2 378	237 494	239 269
Créances rattachées à des participations	42 635	1 037	41 798	2 485
Autres titres immobilisés	7 827	274	7 553	7 554
Prêts	2 408	338	2 072	2 137
Autres immobilisations financières	224		224	228
ACTIF IMMOBILISÉ	460 587	118 148	342 440	318 535
STOCKS ET EN-COURS	25 023	8 003	19 020	18 178
Matières premières, fournitures et autres approvisionnement	2 102	170	1 932	1 621
En-cours de production de biens	11 342	2 329	9 013	8 381
Produits intermédiaires et finis	4 082	903	3 159	1 671
Marchandises	7 517	2 602	4 916	6 508
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES	5 702		5 702	4 756
CRÉANCES D'EXPLOITATION	411 084	889	410 185	537 697
Fournisseurs débiteurs	210 538	138	210 402	227 894
Clients	183 734	753	182 981	296 227
Personnel	3		3	2
Organismes sociaux	(264)		(264)	74
Etat et comptes rattachés d'exploitation	17 074		17 074	13 498
CRÉANCES DIVERSES	109 912		109 912	5 625
Etat et comptes rattachés hors exploitation	551		551	819
Groupe & associés	106 179		106 179	4 062
Débiteurs divers	3 182		3 182	944
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITÉS	54 849		54 849	1 878
ACTIF CIRCULANT	608 571	8 892	599 878	568 133
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	4 842		4 842	743
TOTAL ACTIF	1 072 000	125 039	946 961	885 411

BILAN PASSIF

En milliers d'euros

Postes du passif	30/06/2018	30/06/2015
Capital social	73 736	72 096
Écart de réévaluation	23 780	23 780
Réserve légale	29 642	29 223
Réserves statutaires	396	396
Réserves réglementées	17 570	17 144
Autres réserves	139 614	137 579
Provisions pour intérêts aux parts sociales	4 322	4 322
Provisions pour ristournes éventuelles		
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	70 558	3 771
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	359 618	288 311
Provisions pour risques	13 305	7 379
Provisions pour charges	3 469	2 886
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 775	10 265
DETTES FINANCIÈRES	107 584	168 032
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à moins d'1 an à l'origine	49 590	92 128
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an à l'origine	57 309	74 990
Emprunts et dettes financières diverses	685	914
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	541	568
DETTES D'EXPLOITATION	452 240	378 323
Dettes fournisseurs	204 759	158 311
Clients créditeurs	212 167	207 456
Personnel et comptes rattachés	2 128	2 709
Organismes sociaux et comptes rattachés	2 504	2 713
Dettes fiscales (exploitation)	30 683	7 134
DETTES HORS EXPLOITATION	10 177	39 859
Dettes sur immobilisations	3 237	3 333
Dettes fiscales (hors exploitation)	1 812	767
Dettes groupe & associés	1 805	35 413
Dettes diverses	3 323	347
DETTES	570 541	586 782
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	27	53
TOTAL PASSIF	946 961	885 411

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

Postes du compte de résultat	2015 / 2016	2014 / 2015
Ventes de marchandises	2 378 149	2 092 913
Production vendue de biens	51 644	53 312
Production vendue de services	67 295	83 886
Chiffre d'affaires net	2 497 088	2 209 922
Production stockée	1 685	7 522
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	62	112
Reprises sur amortissements et provisions	3 501	2 549
Transferts de charges d'exploitation	3 808	3 684
Autres produits d'exploitation	172	142
Produits d'exploitation	2 506 326	2 223 931
Achats de marchandises	2 374 622	2 085 272
Variation de stocks de marchandises	1 577	(1 351)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	26 118	31 557
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements	(338)	(558)
Autres achats et charges externes	68 454	67 979
Impôts et taxes	2 177	1 363
Salaires et traitements	12 570	13 575
Charges sociales	5 847	6 040
Dotations aux amortissements	5 545	5 020
Dépréciations des immobilisations		
Dépréciations de l'actif circulant	2 592	3 217
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	465	435
Autres charges d'exploitation	7 984	8 233
Charges d'exploitation	2 505 613	2 220 783
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	713	3 148
Bénéfice attribué ou perte transférée	0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré	23	79
Produits financiers de participations	7 739	885
Produits des autres immobilisations financières	251	357
Autres intérêts et produits assimilés	2 808	5 027
Reprises sur provisions et dépréciations financières et transferts de charges	874	152
Différences positives de change	78	283
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	11 750	6 704
Dotations aux provisions et dépréciations financières	938	1 022
Intérêts et charges assimilées	3 130	3 404
Différences négatives de change	160	258
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	4 228	4 682
RÉSULTAT FINANCIER	7 522	2 022
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	8 212	5 091
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12	441
Produits exceptionnels sur opérations de capital	88 367	68 085
Reprises sur provisions et dépréciations exceptionnelles	2 416	9 527
Transferts de charges exceptionnelles	0	1
Produits exceptionnels	90 795	78 054
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 158	8 445
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	18 070	68 822
Dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	7 944	2 718
Charges exceptionnelles	25 170	77 884
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	65 624	70
Participation des salariés	124	91
Impôts sur les bénéfices	3 155	1 299
TOTAL DES PRODUITS	2 608 870	2 308 689
TOTAL DES CHARGES	2 638 313	2 304 918
RÉSULTAT NET	70 558	3 771

BILAN SYNTHETIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	30/06/2015	Evolution
Immobilisations incorporelles	5 388	4 492	896
Immobilisations corporelles	47 910	60 370	(12 460)
Immobilisations financières	289 141	251 673	37 468
ACTIF NET IMMOBILISÉ	342 440	316 535	25 904
Besoin en fonds de roulement	(17 553)	181 373	(198 926)
CAPITAUX EMPLOYÉS	324 887	497 909	(173 022)
CAPITAUX PROPRES	359 618	288 311	71 307
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 775	10 265	6 510
Dettes nette à moyen long terme	57 994	75 904	(17 910)
Valeurs mobilières de placement	0	0	0
Disponibilités	(54 849)	(1 876)	(52 973)
Dettes financières à moins d'un an à l'origine	49 590	92 128	(42 538)
Comptes courants de trésorerie centralisée	(104 240)	33 177	(137 417)
Trésorerie nette	(109 499)	123 429	(232 928)
DETTE NETTE	(51 506)	199 333	(250 839)
CAPITAUX ENGAGÉS	324 887	497 909	(173 022)

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

En milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Chiffre d'affaires	2 497 088	2 209 922
Production stockée	1 695	7 522
Production immobilisée	0	0
Achats nets consommés de marchandises et matières premières	2 401 979	2 114 921
Charges externes	66 454	67 979
VALEUR AJOUTÉE	30 350	34 543
Subventions d'exploitation	62	112
Impôts et taxes	2 177	1 363
Charges de personnel	18 417	19 615
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 818	13 678
Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation	7 309	6 233
Autres produits de gestion courante	172	142
Dotations aux amortissements d'exploitation	5 545	5 020
Dotations aux dépréciations et provisions d'exploitation	3 057	3 652
Autres charges	7 984	8 233
RESULTAT D'EXPLOITATION	713	3 148
Résultat sur opérations faites en commun	(23)	(79)
Résultat financier	7 522	2 022
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	8 212	5 091
Résultat exceptionnel	65 624	70
Participation des salariés	124	91
Impôts sur les bénéfices	3 155	1 299
RESULTAT NET	70 558	3 771

SOMMAIRE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

2.2 Méthodes d'évaluation

- 2.2.1 Actifs immobilisés
 - 2.2.1.1 Immobilisations incorporelles
 - 2.2.1.2 Immobilisations corporelles
 - 2.2.1.3 Immobilisations financières
- 2.2.2 Stocks
- 2.2.3 Créances clients et autres actifs d'exploitation
- 2.2.4 Frais d'émission d'emprunt
- 2.2.5 Provisions pour risques et charges
- 2.2.6 Opérations en devises
- 2.2.7 Instruments financiers
- 2.2.8 Engagements de retraite et avantages assimilés
- 2.2.9 Comptabilisation des crédits d'impôt imputables sur l'impôt sur les sociétés

3. NOTES SUR LE BILAN

- NOTE 1 Immobilisations incorporelles
- NOTE 2 Immobilisations corporelles
- NOTE 3 Immobilisations financières
- NOTE 4 Liste des filiales et participations
- NOTE 5 Liste des participations dans les organismes coopératifs
- NOTE 6 Stocks
- NOTE 7 Créances
- NOTE 8 Trésorerie nette
- NOTE 9 Comptes de régularisation actif
- NOTE 10 Capitaux propres
- NOTE 11 Provisions pour risques et charges
- NOTE 12 Dettes financières à moyen et long terme
- NOTE 13 Dettes
- NOTE 14 Comptes de régularisation passif

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- NOTE 15 Chiffres d'affaires
- NOTE 16 Autres produits d'exploitation
- NOTE 17 Autres achats et charges externes
- NOTE 18 Impôts et taxes
- NOTE 19 Charges de personnel
- NOTE 20 Dotations aux amortissements
- NOTE 21 Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation
- NOTE 22 Autres charges d'exploitation
- NOTE 23 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun
- NOTE 24 Résultat financier
- NOTE 25 Résultat exceptionnel

5. AUTRES INFORMATIONS

- NOTE 26 Eléments des entreprises liées
- NOTE 27 Transactions avec les parties liées
- NOTE 28 Rémunérations allouées aux dirigeants
- NOTE 29 Engagements hors bilan
- NOTE 30 Crédit-bail
- NOTE 31 Effectif moyen
- NOTE 32 Utilisation du CICE - crédit d'impôt compétitivité emploi
- NOTE 33 Créances et dettes représentées par des effets de commerce
- NOTE 34 Produits à recevoir
- NOTE 35 Charges à payer
- NOTE 36 Suivi des éléments particuliers des exercices précédents
- NOTE 37 Informations diverses

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'Union InVivo a finalisé sur l'exercice 2015/2016 la réorganisation juridique du groupe amorcée sur l'exercice précédent avec pour objectif de donner une meilleure lisibilité du groupe InVivo et de ses diverses activités.

Le groupe s'articule désormais autour de trois niveaux:

- Une "Union" qui rassemble les activités historiques du groupe. Elle a pour vocation de piloter les activités de services aux coopératives adhérentes. Société mère du groupe, elle gère les intérêts des sociétaires et arrête les orientations stratégiques
- Une holding pivot "InVivo Group" qui porte les fonctions corporates et marque la frontière entre les activités propres à l'Union de coopératives et les activités économiques.
- Des holdings métiers qui ont pour vocation à regrouper les sociétés ayant le même profil métier et les mêmes profils de risque et de rendement liés à ce métier. Chaque holding/filiale métier définit et met en œuvre sa stratégie en accord avec celle du groupe.

Dans ce cadre l'opération suivante s'est réalisée :

Cycliz (Activité Nutrition et santé Animales) Société qui a fait l'objet d'une fusion par TUP dans l'Union InVivo au 31 décembre 2015, ce qui a généré un mail de fusion à hauteur de 704 K€ constaté en résultat financier cf note 24.

Par ailleurs, l'Union InVivo a cédé le 30 juin 2016, une partie de son siège sis 83, avenue Grand Armée à Paris 18^{ème} à une Société Civile Immobilière nommée SCI Grande Armée créée à cet effet, détenue à 29% par l'Union InVivo et par la Sogecap à 71%. Cette cession a permis de générer un résultat exceptionnel de 72M€ dans les comptes de l'Union InVivo.

Il est rappelé que L'Union InVivo exerce deux grands métiers opérationnels:

→ InVivo Grains :

- Commerce International: activité de négoce et de courtage de céréales, oléagineux et protéagineux. Cette activité est désormais limitée aux activités avec les adhérents au titre de leurs engagements et confiée à InVivo Trading pour leur réalisation
- Stockage & Logistique : gestion de capacités de stockage, de manutention, et de prestations de séchage, calibrage et autres

→ InVivo Agro :

- Agrofournitures: activités d'approvisionnement et de services agricoles (Fertilisation, Santé Végétale, Agroéquipement et conseil)
- Semences : activité de production et de vente de semences hybrides

Les activités fonctionnelles du groupe sont désormais transférées à l'entité juridique InVivo Group.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 juin 2016 ont été établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation dans le cadre des dispositions spécifiques du Code Rural.

2.2 Méthodes d'évaluation

2.2.1 Actifs Immobilisés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée comme suit :

- les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production;
- les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à la valeur vénale;
- les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur figurant dans l'acte.

Lorsqu'une immobilisation a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

2.2.1.1 Immobilisations incorporelles

Concessions et brevets

Ce poste comprend les marques et brevets et les logiciels.

Les marques et brevets non amortissables font l'objet de tests de perte de valeur, ce qui peut engendrer une constatation d'une dépréciation. Les frais de dépôt et de renouvellement de marque et brevets sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des logiciels correspondants. Les heures affectées à la réalisation desdits logiciels sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 10 ans.

Fonds commercial

Le Fonds commercial est constitué des éléments incorporels qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan. Ils concourent au maintien ou au développement du potentiel d'activité et de bénéfice de l'entreprise. Ils sont issus principalement des différentes opérations de fusion absorption. Le fonds commercial est déprécié si son potentiel de services attendus s'amoindrit avec le temps, l'usage ou les changements technologiques. Une dépréciation est constituée dans le cas où la valeur actuelle devient inférieure à la valeur comptable.

Le fonds commercial inclut également, le cas échéant, les mail de fusion affectés aux immobilisations incorporelles et corporelles. Ces mail sont dépréciés en cas de perte de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon les durées et modes d'amortissements suivants:

Immobilisations incorporelles	Durée	Mode
Frais de recherche et développement	-	-
Concessions, licences et droits similaires	5 ans	Linéaire
Logiciels périphériques	3 à 10 ans	Linéaire
Logiciels bureautiques	3 ans	Linéaire
Brevets	3 à 10 ans	Linéaire
Marques	-	-
Droit au bail	-	-
Fonds commercial - indemnités de non rétablissement	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	-	-

2.2.1.2 Immobilisations corporelles

L'amortissement pratiqué, linéaire, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation du bien. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Amenagement des terrains	10 à 30 ans	Linéaire
Constructions	10 à 50 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 à 30 ans	Linéaire
Installations générales, agencements et aménagements	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	3 à 10 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	15 ans	Linéaire

2.2.1.3 Immobilisations financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs. Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport. Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges. La valeur d'utilité des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte, le cas échéant, de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale. Par dérogation au principe du PCG, les reprises de dépréciations relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

2.2.2 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût comprend les coûts d'acquisition, les coûts de production et les autres coûts d'approvisionnement et de conditionnement.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré pour les activités de l'Agrofourniture et des Semences

Le coût des stocks de produits finis incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normale, les consommations, les charges directes et indirectes de production, fixes et variables, qui sont encourues pour transformer les matières premières en produits finis et directement attribuables à la production. Ce coût exclut les frais généraux, les coûts d'emprunt ainsi que le coût de la sous-activité.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, en fonction des caractéristiques du produit (qualité, ancienneté) et des conditions de marché, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

2.2.3 Créances clients et autres actifs d'exploitation

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

2.2.4 Frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission sont répartis sur la durée des emprunts, conformément à l'option pour la méthode préférentielle retenue par le Groupe Invivo.

2.2.5 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

2.2.6 Opérations en devises

Les opérations en devises sont converties au cours de couverture ou au cours de change en vigueur au moment de la transaction pour les opérations non couvertes.

En fin d'exercice les disponibilités, les créances et les dettes en devises étrangères non soldées et non couvertes, sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires pour les créances et dettes :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

2.2.7 Instruments financiers

La société détient des instruments financiers dans le but de réduire son exposition au risque de change. Toutes les couvertures sont prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré.

2.2.8 Engagements de retraite et avantages assimilés

Indemnités de départ à la retraite

Compte tenu de la législation française, la seule obligation de la société en termes d'engagements de retraite est le versement à ses salariés d'une indemnité lors de leur départ à la retraite calculée selon la convention collective et les accords d'établissement applicables à la société.

Ces engagements de retraite sont évalués conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 07 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ils sont réalisés annuellement par un actuaire indépendant selon la méthode des Unités de Crédits Projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite fixée à 65 ans
- un taux d'actualisation financière de 1,50 % (vs 1,60 % au 30/06/2015)
- un taux d'inflation de 2%
- une hypothèse d'augmentation de salaires de 2%
- un taux de rendement attendu des actifs de 1,50%
- des probabilités d'espérance de vie issues des tables de l'INSEE par sexe
- des taux de rotation du personnel par tranche d'âge basés sur l'historique du Groupe
- un taux de charges sociales de 50,76 % pour les cadres et agents de maîtrise et 43,73 % pour les employés-ouvriers.

Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, le groupe Invivo a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor.

Les gains et pertes actuariels résultent de changements d'hypothèses et des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, les écarts actuariels sont amortis à compter de l'exercice suivant sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés.

Ainsi, la provision représente la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents et les actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes, nette des pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

Les informations relatives aux engagements de retraite sont précisées dans la note sur les provisions pour charges.

Médaille du travail

La médaille du travail est destinée à récompenser certains salariés pour l'ancienneté de leurs services au sein de la société. Les hypothèses et le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite.

L'obligation de verser ces gratifications prévues aux salariés présents à la clôture de l'exercice fait l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan pour la totalité des engagements.

2.2.9 Comptabilisation des crédits d'impôt imputables sur l'impôt sur les sociétés

La société comptabilise tous les produits résultant de crédits d'impôt en diminution de l'impôt sur les bénéfices, quelle que soit la nature de ce crédit d'impôt (notamment le crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt apprentissage, CICE) en conformité avec la note d'information de l'ANC du 11 janvier 2011.

3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 4 Immobilisations incorporelles

Tableau de variation des Immobilisations Incorporelles

Immobilisations incorporelles Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	30 juin 2016
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	645	1 088	(80)		1 673
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	5 376				5 376
Immobilisations en cours		161			161
Total Brut	6 021	1 250	(80)		7 211
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	(615)	(354)	60	(0)	(908)
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	(915)				(915)
Total Amortissements	(1 529)	(354)	60	(0)	(1 823)
Total Dépréciations					
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	30				765
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement	4 462				4 462
Immobilisations en cours					161
TOTAL NET	4 492				5 388

Le poste "Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement" est essentiellement constitué du mali de fusion absorption des sociétés Sembla et Sonastock constaté en 2012/2013 sur l'activité de stockage, pour un montant de 4,5 M€.

Les investissements de l'exercice concernent principalement les licences et logiciels cédés par Invivo Group aux métiers de l'Union au 1er juillet 2015, respectivement pour 0,4 M€ et 0,6 M€ à l'activité Agrofourniture & Semences et Stockage.

Information sectorielle des Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	11	739	923
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement		915	4 462
Immobilisations en cours			161
Avances et acomptes			
BRUT	11	1 664	5 347
		7 211	
Concessions, brevets, licences, logiciels, marques, procédés et droits similaires	11	177	577
Fonds commerciaux - indemnités de non rétablissement			4 462
Immobilisations en cours			161
Avances et acomptes			
NET	11	177	5 201
		5 388	

Les actifs incorporels maintenus sur le Siège concernent les marques achetées pour le groupe.
Les projets en cours concernent l'outil de gestion de l'activité stockage.

NOTE 24 Immobilisations corporelles

Tableau de variation des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	30 juin 2016
Terrains	11 685	319	(5 873)	41	6 171
Constructions	164 058	781	(48 205)	(43 121)	75 513
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	27 138	2 316	(344)	43 291	72 402
Autres immobilisations corporelles	4 539	366	(105)	(35)	4 766
Immobilisations en cours	351	1 217		(211)	1 357
Avances et acomptes					
Total Brut	207 772	4 999	(52 527)	(35)	160 210
Terrains	(1 402)	(136)			(1 538)
Constructions	(123 691)	(2 826)	39 631	35 570	(51 115)
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	(18 781)	(1 995)	301	(35 570)	(58 028)
Autres immobilisations corporelles	(3 530)	(177)	86	17	(3 605)
Total Amortissements	(147 384)	(5 134)	40 217	17	(112 284)
Terrains	(5)				(5)
Constructions	(13)		2		(11)
Inst. techniques, mat. & outillage industriels					
Total Dépréciations	(17)		2		(15)
Terrains	10 278				4 829
Constructions	40 355				24 387
Inst. techniques, mat. & outillage industriels	8 378				18 376
Autres immobilisations corporelles	1 009				1 181
Immobilisations en cours	351				1 357
Avances et acomptes					
TOTAL NET	60 370				47 910

Les investissements corporels de l'exercice concernent principalement l'activité Stockage à hauteur de 4,5 M€ et relèvent :

- de la gestion courante liée au maintien de l'outil industriel (4M€) et ont été effectués principalement sur les sites de Nantes (0,8 M€), Metz (0,7 M€), Bassens (0,7 M€), Chalons (0,5M€), Santes (0,5M€), Ottmarsheim (0,3M€) et La Grande Paroisse (0,3 M€).
- de la reprise de l'activité Laboratoire d'Invivo Labs présent sur le site de la Grande Paroisse et de ses actifs liés (0,5M€) depuis le 1er juillet 2015.

L'exercice a été marqué par d'importantes sorties d'actifs (53 M€) dont :

- la cession du siège avenue de la Grande Armée (51 M€) intervenus au 30 juin 2018.
- la cession de 8,54 KT de capacité réalisée sur le silo de St Usage (0,8 M€) auprès d'une coopérative adhérente.
- la mise au rebut d'actifs amortis pour 0,8 M€ liée aux remplacements de pièces d'usures dans les silos.

Information sectorielle des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Terrains	1 373	389	4 409
Constructions	7 560	2 460	65 493
Inst. techniques, mat. & outillage industriels		934	71 468
Autres immobilisations corporelles	73	1 072	3 622
Immobilisations en cours	27		1 331
Avances et acomptes			
BRUT	9 032	4 855	146 323
		160 210	
Immobilisations corporelles Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Terrains	1 369	389	2 871
Constructions	2 338	880	21 168
Inst. techniques, mat. & outillage industriels		307	18 069
Autres immobilisations corporelles	17	113	1 031
Immobilisations en cours	27		1 331
Avances et acomptes			
NET	3 750	1 689	42 471
		47 910	

L'activité holding conserve le patrimoine immobilier, notamment le siège parisien et trois délégations régionales (Ouest, Sud Est et Sud Ouest).

Réévaluation des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)	Montant brut Réévalué (1)	Amortissements réévalués			Montant net 30 juin 2016	Ecart de réévaluation
		30 juin 2015	Dotations	30 juin 2016		
Terrains						
Immeuble du siège		(23 927)				
Silos et autres		(9 223)		(9 223)	(9 223)	
Incorporation au capital						
TOTAL		(33 150)		(9 223)	(9 223)	

(1) Montant en fin d'exercice après cession ultérieure aux réévaluations.

La réévaluation dont l'Union a fait l'objet en 1982 et 1989, concerne différents silos et est totalement amortie.

NOTES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Tableau de variation des immobilisations financières

Immobilisations financières Par nature (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Transferts	Autres	30 juin 2016
Titres de participations	242 568	464	(2 740)		(421)	239 873
Autres titres immobilisés	7 827	0				7 827
Titres détenus	250 395	464	(2 740)		(421)	247 699
Créances rattachées à des participations	3 809	39 693	(867)			42 835
Prêts	2 473	3	(68)			2 408
Autres immobilisations financières	228	8	(12)			224
Total Brut	256 805	40 168	(3 487)		(421)	289 167
Titres de participations	(3 299)	(937)	1 858			(2 378)
Autres titres immobilisés	(273)	(1)				(274)
Créances rattachées à des participations	(1 324)		287			(1 037)
Prêts et autres immobilisations financières	(336)	(0)				(336)
Total Dépréciations	(5 233)	(938)	2 145			(4 026)
NET	251 573					289 141

A fin juin 2016, les 3,2 M€ de diminutions/reprise sur titres de participations concernent principalement CAF Services (1,5M€- liquidée en juillet 2015), Drome Finance (0,5 M€) et Cycliz (0,4 M€- tупé en décembre 2015), Lisasud (0,4M€)

Les mouvements sur les créances rattachées concernent :

- l'apport des avances réalisées auprès de la SCI Grande Armée par Union Invivo 32 M€ dans le cadre de la cession du siège
- les dividendes Invivo Grains à recevoir 7,5 M€.
- le remboursement de prêt par Novial 0,3 M€ conformément à l'échéancier.

Créances rattachées à des participations

Créances rattachées à des participations Détail (en milliers d'euros)	Brut		Dépréciations		Net	
	30 juin 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Novial	300	600			300	600
InVivo Holding Grand Public						
Soraal	590	590			590	590
Soframas	912	912	(912)	(912)		
Sica de Gouveix	363	363			363	363
Cycliz		287		(287)		0
Fertimayenne	258	258			258	258
MCAF	328	405			328	405
SCI GA	31 808					
Invivo Grains	7 500					
Autres	387	387	(125)	(125)	262	262
Produits à recevoir	5	8			5	8
TOTAL	42 448	3 809	(1 037)	(1 324)	2 194	2 485

NOTES DES COMPTES ANNUELS

Filiales (sociétés détenues à plus de 50% et dont la valeur des titres détenus est supérieure à 1% du capital)

Filiales (en milliers d'euros)	Valeur des titres		Eléments financiers					
	Brute	Nette	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Résultat net	Chiffre d'affaires	Dividendes encaissés	Date du dernier bilan disponible
Nom de la société SIREN ou pays Dénomination								
INVIVO GRAINS	29 701	29 701	7 822	101 634	1 488	2 035	7 500	30-juin-16
301 711 453 100,00%								
INVIVO GROUP	195 533	195 533	195 533	(7 398)	(11 731)	43 245	0	30-juin-16
801 078 282 100,00%								
SEPCO	1 829	148	1 600	(1 452)	(950)	4 781	0	30-juin-16
318 082 904 100,00%								
Autres filiales	446	159						
TOTAL	227 509	225 541						

Participations (sociétés détenues entre 10% et 50% et dont la valeur des titres est supérieure à 1% du capital)

Participations (en milliers d'euros)	Valeur des titres		Eléments financiers					
	Brute	Nette	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Résultat net	Chiffre d'affaires	Dividendes encaissés	Date du dernier bilan disponible
Nom de la société SIREN ou pays Dénomination								
INTERRA LOG	1 929	1 929	1 585	511	133	4 240	56	30-juin-15
513 372 102 38,80%								
INTERRA PRO	1 310	1 310	3 312	960	356	72 234	-	30-juin-15
513 372 078 38,81%								
NUTRIFINANCES	1 682	1 682	8 600	99	79	-	-	30-juin-15
533 179 230 19,94%								
ODALIS	1 120	1 120	2 600	1 639	217	4 225	-	31-déc-15
444 280 951 43,08%								
BOFAGRI	2 807	2 807	2 834	2 842	412	-	-	31-déc-15
320 327 968 22,67%								
BORÉAL	1 461	1 202	4 621	(1 802)	(238)	2 079	-	30-juin-16
755 200 934 15,81%								
Autres participations	2 054	1 741						
TOTAL	12 363	11 791						

Renseignements globaux sur les filiales et participations

Renseignements globaux sur les filiales et participations (en milliers d'euros)	Valeur comptable des titres détenus à la clôture	
	Brute	Nette
Filiales françaises	227 509	225 541
Filiales étrangères		
Total Filiales	227 509	225 541
Participations françaises	12 363	11 791
Participations étrangères		
Total Participations	12 363	11 791
Autres titres immobilisés	7 827	7 553
TOTAL	247 699	244 885

Autres titres immobilisés (détail pour les sociétés détenues dont la valeur des titres est supérieure à 300 K€)

Autres titres immobilisés (en milliers d'euros)	Valeur des titres	
	Brute	Nette
Nom de la société		
DAUPHINOISE DEVELOPPEMENT	2 000	2 000
NEALIA (Ex NESTAL)	934	934
SENELIA UNION	360	360
CRCA ILE DE FRANCE	869	869
GROUPE L'IMAGRAIN HOLDING	1 699	1 699
Autres titres immobilisés	1 965	1 692
TOTAL	7 827	7 553

NOTES des participations dans les organismes coopératifs

Liste des participations dans les organismes coopératifs à la clôture de l'exercice (en milliers d'euros)	Valeur brute des titres détenus à la clôture		
	Coopératives ou Unions de coopératives	Sica SA	Sica Sociétés civiles
Senata Union	360		
Agnat	288		
Universal coopératives Inc	250		
Urcodpa	284		
Ucav	23		
Fertimayenne (union)	167		
Coopérative Agricole Arterris	114		
Uca silo Frouard	69		
Top Semences	61		
Ucca Union Centre Atlantique	41		
Sogralor	34		
Adhérents Coop	20		
Comptoir Agricole Hochfelden	19		
Centre Ouest Céréales	15		
Coop de Broons	11		
UDCA de Saintes	6		
Coopérative Basse-Terre	8		
Champagne Elevage - Tereval	4		
Trioux	3		
Coop Agr. des prod. de Jeunes Bovins de l'Aisne	2		
CAPL	1		
Union Canal Seine Nord	1		
Rhône Saône Engrais		273	
Sica de Gouaix		188	
Aicoop		161	
Nord céréales		163	
Sica de Bordeaux		86	
Sica Neuf Brisach		59	
Sica Atlantique		61	
Sénalia SICA			36
Azolor		12	
Sonasco		11	
Franciade Agrifluides		9	
Laignes Agrifluides		5	
Sica Agroses		3	
TOTAL	1 777	12 069	36

NOTES Stocks

Tableau de variation des stocks

Stocks Tableau de variation (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	30 juin 2016
Matières premières et autres approv.	1 764	338		2 102
En-cours de production de biens	11 081	261		11 342
Produits intermédiaires et finis	2 629	1 433		4 062
Marchandises	9 094		(1 577)	7 517
Brut	24 567	2 033	(1 577)	25 023
Dépréciations	(6 388)	(2 357)	2 742	(6 003)
NET	18 179			19 020

Information sectorielle des stocks

Stocks Par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	Siège & Holding	Agrofourniture & Semences	Stockage & Marchés
Matières premières et autres approv.		1 852	250
En-cours de production de biens		11 342	
Produits intermédiaires et finis		4 062	
Marchandises		7 517	
BRUT		24 773	250
		25 023	
Matières premières et autres approv.		1 852	250
En-cours de production de biens		9 013	
Produits intermédiaires et finis		3 159	
Marchandises		4 916	
NET		18 771	250
		19 020	

NOTE 13 : Créances

Etat des créances

Créances brutes (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation		Echéancier des créances 30 juin 2016	
			N/N-1		< 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	42 835	3 809	39 026		41 113	1 722
Prêts	2 408	2 473	(65)		2 343	65
Autres immobilisations financières	224	228	(4)		8	216
Actif immobilisé	45 467	6 510	38 957		43 464	2 004
Fournisseurs débiteurs	210 538	228 001	(17 463)		210 538	
Clients douteux ou litigieux	816	582	234		816	
Autres créances clients	182 918	286 193	(113 275)		182 918	
Personnel	3	2	0		3	
Organismes sociaux	(0)	74	(75)		(0)	
TVA	15 547	11 532	4 014		15 547	
Autres impôts et taxes et assimilés	1 263	1 966	(703)		1 527	
Créances d'exploitation	411 084	538 351	(127 267)		411 348	
Groupe et associés (1)	106 179	4 082	102 118		106 179	
Autres créances diverses	3 734	1 564	2 170		3 694	52
Créances hors exploitation	109 912	5 825	104 287		109 873	52
Charges constatées d'avance	4 135	743	3 392		4 135	
Charges à répartir	708		708		142	566
TOTAL	570 588	551 229	19 359		568 119	2 055

(1) Au bilan, les comptes courants de trésorerie centralisée font partie des créances hors exploitation s'ils sont débiteurs ou des dettes hors exploitation s'ils sont créditeurs (cf. notes 7 et 13). En terme d'analyse de trésorerie, ils sont pris en compte dans la situation de trésorerie nette (cf. note 8).

Les charges à répartir concernent les frais d'émission d'emprunts, conformément à la méthode définie au point 2.2.4 de l'annexe, sur une durée de cinq ans.

NOTE 14 : Trésorerie nette

Trésorerie nette

Trésorerie nette (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	54 849	1 876	52 973	
Dettes financières à moins d'1 an à l'origine	(49 590)	(92 128)	42 538	
Comptes courants de trésorerie centralisée (1)	104 241	(33 078)	137 320	
Brut	109 500	(123 331)	232 831	
Dépréciations				
TOTAL	109 500	(123 331)	232 831	

(1) Les comptes courants de trésorerie centralisée font partie des créances hors exploitation s'ils sont débiteurs ou des dettes hors exploitation s'ils sont créditeurs (cf. notes 7 et 13).

NOTE 15 : Comptes de régularisation actifs

Nature des charges constatées d'avance (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Achats	3 471	269	3 202
Services extérieurs	607	436	171
Impôts et taxes	42	36	6
Autres charges de gestion	15	1	14
Charges d'exploitation	4 135	743	3 392
Charges financières			
Charges exceptionnelles			
TOTAL	4 135	743	3 392

Autres comptes de régularisation (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Ecarts de conversion actif			
Charges à répartir	708		708
TOTAL	708		708

NOTE 10 : Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	30 juin 2016
Capital social	72 096			1 640	73 736
Ecart de réévaluation	23 780				23 780
Réserve légale	29 223	420			29 642
Réserves statutaires ou contractuelles	396				396
Réserves réglementées	17 144	426			17 570
Autres réserves	137 579	2 035			139 614
Provisions pour parfaire l'intérêt aux parts soc.	4 322				4 322
Provisions pour risques éventuelles					
Report à nouveau	0				0
Résultat net de l'exercice	3 771	(3 771)	70 558		70 558
TOTAL	239 311	(891)	70 558	1 640	359 818

Le solde restant de affectation du résultat correspond à la distribution aux intérêts aux parts sociales.

Décomposition du capital social

Capital social (en euros)	30 juin 2016				30 juin 2015			
	Nbre titres	Nominal	Valeur titres	%	Nbre titres	Nominal	Valeur titres	%
Associés coopérateurs	73 047 818	1,00	73 047 818	99,07	71 428 077	1,00	71 428 077	99,07
Associés non coopérateurs	688 095	1,00	688 095	0,93	668 095	1,00	668 095	0,93
TOTAL	73 735 913	1,00	73 735 913	100,00	72 096 172	1,00	72 096 172	100,00

Dont versé 72 148 728

Dont versé 72 002 817

L'Union InVivo est une union de coopératives agricoles à capital variable régie par les dispositions du Code Rural, notamment le livre V, par les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée et des textes applicables en la matière.

Son capital est formé de parts nominatives et indivisibles souscrites par chacun des associés coopérateurs et des associés non coopérateurs.

Le capital est réparti entre les associés coopérateurs en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec l'union de coopératives

NOTE 11 : Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Dotations	Reprises	30 juin 2016
Litiges	1 108	187	(511)	764
Pertes de change				
Pertes sur contrats				
Autres provisions pour risques	6 271	6 638	(367)	12 542
Provisions pour risques	7 379	6 805	(878)	13 305
Indemnités de départs à la retraite	1 888	276	(80)	2 085
Médailles du travail	44	6	(5)	45
Restructurations	672	1 283	(615)	1 340
Autres provisions pour charges	281		(281)	
Provisions pour charges	2 886	1 565	(981)	3 489
TOTAL	19 265	8 369	(1 859)	16 775

Exploitation	425	(718)
Financier		(1)
Exceptionnel	7 244	(441)

La provision constituée au 30 juin 2016 a pour but de couvrir les coûts générés par les projets de transformation de l'organisation du groupe tels que les projets Corporate 2025, et les coûts induits par les projets relatifs au siège social et au siège opérationnel.

Les informations relatives aux engagements de retraite sont les suivantes :

(milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Valeur des engagements de fin d'année	(2 708)	(2 597)
Valeur des fonds de fin d'année	13	82
(Insuffisance)/ Surplus	(2 695)	(2 515)
Ecart actuariels restant à amortir (1)	(610)	(634)
Provision comptabilisée au bilan	(2 085)	(1 888)
Total des engagements nets de couverture	(2 695)	(2 523)

Répartition de la charge de l'exercice		
Coûts des services rendus de l'exercice	(163)	(186)
Coût financier	(42)	(66)
Rendement attendu des fonds	2	2
Amortissement des écarts actuariels	(59)	(41)
Modification de permètre et autres impacts	(14)	(44)
Total de la dotation de l'exercice	(278)	(335)

(1) Montant reporté en engagements hors bilan

NOTE 12: Dettes financières à moyen et long terme

Tableau de variation des dettes financières à plus d'un an à l'origine

Dettes financières à plus d'un an à l'origine (en milliers d'euros)	30 juin 2015	Augmentations	Diminutions	Transferts	30 juin 2016
Emprunts bancaires	74 987		(17 828)		57 159
Intérêts courus sur emprunts bancaires	3	150	(3)		150
Emprunts bancaires à plus d'1 an à l'origine	74 990	150	(17 831)		57 309
Autres emprunts	913		(229)		684
Intérêts courus sur emprunts et dettes divers	1				1
Emprunts et dettes financières divers	914	(0)	(229)		685
TOTAL	75 904	150	(18 060)		57 993

Echéancier des dettes financières à plus d'un an à l'origine

Dettes financières à plus d'un an à l'origine (en milliers d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	30 juin 2016
Emprunts bancaires	57 159			57 159
Intérêts courus sur emprunts bancaires	150			150
Emprunts bancaires à plus d'1 an à l'origine	57 309			57 309
Autres emprunts	684			684
Intérêts courus sur emprunts et dettes divers	1			1
Emprunts et dettes financières divers	685	0		685
TOTAL	57 993	0		57 993

NOTE 13: Dettes

Etat et échéancier des dettes

Dettes (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	30 juin 2016		
				< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes bancaires à moins d'1 an à l'origine	49 590	92 128	(42 538)	49 590		
Dettes bancaires à plus d'1 an à l'origine	57 309	74 990	(17 681)	15 477	31 674	10 158
Emprunts et dettes financières divers	685	914	(229)	685	0	
Dettes financières	107 584	168 032	(60 448)	65 752	31 674	10 158
Dettes Fournisseurs	204 759	158 311	46 448	204 759		
Clients créditeurs (y compris avances)	212 707	208 024	4 683	212 707		
Personnel	2 128	2 709	(581)	2 128		
Organismes sociaux	2 504	2 713	(209)	2 504		
TVA d'exploitation	28 975	5 731	23 244	28 975		
Autres impôts et taxes et assimilés	1 708	1 403	305	1 708		
Dettes d'exploitation	452 780	379 891	73 890	452 780		
Impôts sur les sociétés	1 812	767	1 045	1 812		
Dettes sur immobilisations	3 237	3 333	(95)	3 237		
Groupe et associés (1)	1 805	35 413	(33 608)	1 805		
Autres dettes diverses	3 323	347	2 977	3 323		
Dettes hors exploitation	10 177	39 859	(29 681)	10 177		
Produits constatés d'avance	29	53	(23)	29		
TOTAL	670 571	588 835	(81 736)	528 739	31 674	10 158

(1) En terme d'analyse de trésorerie, les comptes courants de trésorerie sont pris en compte dans la situation de trésorerie nette (cf. note 8)

NOTE 14: Comptes de régularisation passif

Nature des produits constatés d'avance (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Chiffre d'affaires	3		3
Autres produits d'exploitation	4	11	(7)
Produits d'exploitation	15	11	3
Produits financiers	15	42	(27)
Produits exceptionnels			
TOTAL Produits constatés d'avance	29	53	(23)

Autres comptes de régularisation (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation
Ecart de conversion passif			
TOTAL			

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 15 : Chiffres d'affaires

Chiffres d'affaires par secteurs d'activité et par marchés géographiques

Chiffres d'affaires par secteurs d'activité (en milliers d'euros)	2015 / 2016			2014 / 2015		
	France	International	Total	France	International	Total
Siege & Holding	8 159		8 159	5 889		5 889
Agrofournitures & Semences	1 464 294	1 535	1 465 829	1 518 774	777	1 519 551
Stockage & Marchés	1 001 357	21 702	1 023 059	858 234	26 248	884 482
TOTAL	2 473 850	23 237	2 497 087	2 382 897	27 025	2 209 922
Répartition	99,1%	0,9%	100,0%	98,8%	1,2%	100,0%

NOTE 16 : Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Production stockée	1 685	7 522
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	82	112
Reprises sur dépréciations de stocks	2 742	2 079
Reprises sur dépréc. de créances d'exploitation	1	32
Reprises sur amort. et dépréc. d'exploitation	2 743	2 111
Repr. prov. pour risques et charges d'exploit.	758	438
Remboursement des assurances	66	91
Transferts de charges associés SEP Bassens	2 837	2 837
Autres transferts de charges	906	755
Transferts de charges d'exploitation	3 808	3 884
Royalties	130	134
Autres produits de gestion	43	8
Autres produits de gestion courants	172	142
TOTAL	6 238	14 009

NOTE 17 : Autres achats et charges externes

Autres achats et charges externes (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Achats de sous-traitance	(14 801)	(10 364)
Energie	(4 073)	(5 865)
Fournitures	(1 081)	(1 021)
Autres achats	(19 955)	(17 250)
Sous-traitance générale	(1 909)	(2 324)
Locations	(3 702)	(3 740)
Entretien / Maintenance	(1 997)	(2 146)
Assurances	(2 225)	(1 897)
Etudes et recherches	(610)	(430)
Documentation et séminaires	(688)	(598)
Services extérieurs	(11 130)	(11 135)
Personnel extérieur	(4 214)	(3 627)
Honoraires / Commissions	(3 051)	(2 573)
Publicité	(2 276)	(2 068)
Transports	(901)	(1 057)
Missions / Réceptions	(1 224)	(1 249)
Télécommunications	(128)	(148)
Frais bancaires	(1 015)	(451)
Prestations commerciales & techniques Groupe	(5 274)	(10 347)
Fonctions support groupe	(16 028)	(16 478)
Entretien des locaux	(511)	(804)
Autres services extérieurs divers	(749)	(791)
Autres services extérieurs	(35 369)	(39 594)
TOTAL	(66 434)	(67 873)

NOTE 18 Impôts et taxes

Impôts et taxes (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Contribution Economique Territoriale (CET)	(1 445)	(1 179)
Organic		602
Impôts et taxes sur rémunérations	(213)	(168)
Taxes foncières	(228)	(276)
Taxes sur les véhicules des sociétés	(17)	(31)
Autres impôts et taxes	(274)	(312)
TOTAL	(2 177)	(1 364)

Les coopératives agricoles bénéficient à compter du 01 janvier 2015 de la suppression de la contribution sociale de solidarité (ou organic). Cette loi n'ayant été publiée qu'en août 2014, l'Union a constaté un produit sur l'exercice 2015 correspondant à l'annulation de la provision constituée dans les comptes au 30 juin 2014.

NOTE 19 Charges de personnel

Charges de personnel (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Salaires	(11 912)	(12 589)
Charges sociales	(5 847)	(5 835)
Intéressement (dont abondement)	(816)	(1 190)
TOTAL	(18 575)	(19 615)

NOTE 20 Dotations aux amortissements

Dotations aux amortissements (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Dotations sur immobilisations incorporelles	(354)	(18)
Dotations sur immobilisations corporelles	(5 134)	(5 002)
Dotations sur charges à répartir	(57)	
TOTAL	(5 545)	(5 020)

NOTE 21 Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation

Dotations aux provisions d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Dépréciations des stocks	(2 357)	(3 184)
Dépréciations des fournisseurs débiteurs	(28)	
Dépréciations des clients douteux	(207)	(33)
Dépréciations d'exploitation	(2 592)	(3 217)
Prov. départs retraites et médailles du travail	(282)	(339)
Autres prov. risques et charges d'exploitation	(184)	(96)
Prov. pour risques et charges d'exploitation	(485)	(435)
TOTAL	(3 037)	(3 852)

NOTE 22 Autres charges d'exploitation

Autres charges d'exploitation (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015	Variation
Créances irrécouvrables	(140)	(1)	(139)
Royalties et redevances	(7 694)	(8 034)	340
Autres charges de gestion	(150)	(198)	48
TOTAL	(7 984)	(8 233)	249

Les royalties concernent l'activité des Semences.

NOTE 23 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Quote-part de résultat sur opérations faites en commun (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015	Variation
OP de résultat de l'activité du site d'Ottmarsheim	(23)	(79)	56
TOTAL	(23)	(79)	56

NOTE 24 - Résultat financier

Résultat financier (en milliers d'euros)	2015 / 2016			2014 / 2015		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Produits financiers de participations	7 739		7 739	885	(13)	872
Intérêts sur endettement à moyen et long terme		(941)	(941)		(709)	(709)
Résultat sur financement court terme	2 809	(1 484)	1 324	5 020	(2 880)	2 140
Résultat sur opérations de change	78	(160)	(82)	283	(256)	27
Résultat sur autres opérations financières	251	(704)	(453)	364	(23)	341
Résultat financier hors dépréc. et prov.	10 876	(3 289)	7 587	6 552	(3 688)	2 864
Dépréciation des immobilisations financières	873	(938)	(65)	152	(1 018)	(866)
Autres dépréciations financières						
Dépréciations financières	873	(938)	(65)	152	(1 018)	(866)
Prov. pour risques et charges financières	1		1	0	(4)	(4)
TOTAL	11 750	(4 228)	7 522	6 704	(4 692)	2 012

L'augmentation du résultat financier de 5,5 M€ sur l'exercice 2016 par comparaison à l'exercice 2015 provient principalement des dividendes à recevoir d'INVIVO Grains (7,5 M€ au 30 juin 2016).

NOTE 25 - Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)	2015 / 2016					2014 / 2015
	Produits hors reprise	Reprise de provisions et transferts de charges	Charges hors dotations	Dotations aux provisions & amortissements	Résultat	Résultat
Cessions d'immobilisations incorporelles	86 877		(12 293)		74 584	2 040
Cessions d'immobilisations corporelles	1 450		(2 740)		(1 290)	(40)
Cessions d'immobilisations financières		1 275			1 275	3
Dépréciations & amortissements exceptionnels		1 141		(7 944)	(5 603)	(1 924)
Provisions pour risques et charges except					(2 141)	(7)
Autres éléments exceptionnels	53		(2 194)		(2 141)	(7)
TOTAL	88 379	2 416	(17 227)	(7 944)	63 624	70

Le résultat exceptionnel est principalement impacté par la cession du siège sis 83 avenue de la Grande Armée le 30 juin 2016 pour un montant de 86 M€ à la SCI Grande Armée.

Les autres principaux éléments sont les suivants :

Les dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles sont liées aux projets de transformation de l'organisation du groupe tels que les projets Corporate 2025, et les coûts induits par les projets relatifs au siège social et au siège opérationnel.

6. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 26 - Eléments des entreprises liées

Eléments des entreprises liées (Bilan) (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Créances rattachées à des participations	322	364
Prêts	3	125
Dépôts et cautionnements		-
Avances et acomptes versés sur commandes		-
Créances clients	75 426	200 875
Autres créances	104 322	5 979
Disponibilités		-
Actif	180 073	207 343
Dettes fournisseurs	22 792	26 152
Autres dettes		37 316
Passif	22 792	63 468

Eléments des entreprises liées (Résultat) (en milliers d'euros)	2015 / 2016	2014 / 2015
Chiffre d'affaires	1 004 630	561 561
Autres produits d'exploitation	23 842	1 575
Charges d'exploitation	83 891	(194 554)
Produits de participation	1 233	692
Autres produits financiers	383	865
Charges financières	831	-
Compte de résultat	1 114 711	370 139

NOTE 27 : Avances et prêts

Avances versées et prêts

La société effectue des avances financières sans intérêts dont le détail est le suivant:

Montant des avances (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
SOFRAMAA	912	912

Autres opérations

Les autres opérations correspondent à des transactions commerciales courantes réalisées sur la base de prix de marché ou sont non significatives pour la société

NOTE 28 : Rémunérations allouées aux dirigeants

Le montant des indemnités compensatrices de l'activité allouées sur l'exercice aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 150 K€.

NOTE 29 : Engagements hors bilan

Engagements donnés, reçus et réciproques (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Avals, cautions et garanties données	784 500	111 681
Nantissements donnés		
Pensions et obligations assimilées		219
Passif des sociétés transparentes		634
Indemnités de départ retraite-écarts actuariels	610	2 532
Autres engagements donnés	2 532	2 532
Engagements donnée	787 642	115 268
Avals, cautions et garanties reçus		
Nantissements reçus		
Engagements reçus des associés coopérateurs	1 587	1 486
Engagements de retour à meilleure fortune	5 252	2 115
Autres engagements reçus	2 632	3 140
Engagements reçus	9 372	5 741
Credit-bail		
Locations longue durée		
Autres engagements réciproques	2 079	4 003
Engagements réciproques	2 079	4 003
Cautions bancaires (1)	5 422	22 910

(1) : cautions bancaires en garantie des paiements de dettes d'exploitation

Instruments financiers de couverture (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Risque de prix sur matières premières		
Marchés à recevoir à terme		
Marchés à livrer à terme		
Risques de taux		
Instruments financiers (collar, cap, floor, swap, ...)		3 214
Risques de change		
Achats et ventes de devises à terme	16 289	31 719

Les avais, cautions et garanties donnés pour 785 M€ sont relatifs à :

- 84,5 M€ d'ouvertures de crédits auprès des banques des filiales
- 120 M€ d'emprunt obligataire des filiales
- 580 M€ de financement dans le cadre du crédit syndiqué d'Invivo Group.

Engagements de rachat de titres détenus par des actionnaires minoritaires

La société Union Invivo est engagée à racheter irrévocablement les titres détenus par les actionnaires minoritaires de la société FRI Semences (entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2020).

Le prix de rachat des titres de la société FRI Semences a été déterminé dans le pacte d'actionnaires sur la base d'une méthode prenant en compte la moyenne entre la valeur donnée par un multiple d'EBITDA et la valeur donnée par un multiple de budget de Recherche & Développement sur les deux derniers exercices de RAGT Semences, étant précisé que le prix de rachat calculé ne pourra en aucun cas être inférieur à un prix plancher.

NOTE 30 : Crédit-bail

Information non applicable

NOTE 31 Effectif moyen

Effectif moyen par catégorie socio-professionnelle

Effectif moyen	2015 / 2016	2014 / 2015
Cadres	111	128
Agents de maîtrise	97	101
Employés	34	30
Ouvriers	55	53
TOTAL	297	312
dont CDI	278	294
dont CDD	19	18

Information sectorielle de l'effectif moyen

Effectif par secteur d'activité	2015 / 2016	2014 / 2015
Siège & Holding	1	
Agrofournitures & Semences	87	93
Stockage & Marchés	209	219
TOTAL	297	312

NOTE 32 L'Union InVivo CICE, crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a pour objet d'améliorer la compétitivité de l'entreprise et ainsi lui permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de ses fonds de roulement.

L'Union InVivo a constaté dans ses comptes clos au 30 juin 2016 un crédit d'impôt de 17 K€..

NOTE 33 Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Créances et dettes représentées par des effets de commerce (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Clients - effets à recevoir	1 437	9 139
Disponibilités - effets à l'encaissement et effets à l'escompte		
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	6 290	5 295
Fournisseurs d'immobilisations - effets à payer		
TOTAL	7 727	14 433

NOTE 34 Produits à recevoir

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Dividendes à recevoir	7 500	
Autres immobilisations financières	127	208
Fournisseurs	206 997	198 864
Clients	31 441	40 311
Créances fiscales et sociales	74	239
Groupe & associés	0	0
Créances diverses	69	454
Disponibilités & Valeurs mobilières de placement		
TOTAL	246 208	240 075

NOTE 35 Charges à payer

Charges à payer (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2015
Intérêts courus sur découverts	27	92
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières diverses	151	4
Fournisseurs d'exploitation	49 218	64 449
Clients	207 900	199 335
Dettes fiscales et sociales	4 707	5 033
Fournisseurs d'immobilisation	2 191	2 225
Groupe & associés	409	535
Dettes diverses	138	112
TOTAL	264 742	271 784

NOTE 36 Suit des Litiges antérieurs des exercices précédents

L'Union InVivo a été citée à comparaître dans le cadre d'une affaire de corruption présumée touchant un fonctionnaire européen. Ce dossier a fait l'objet d'un jugement en première instance rendu le 27 juin 2012 par le tribunal correctionnel de Bruxelles. L'Union InVivo a été condamnée à une amende de 500 k€. La Commission Européenne et France AgriMer, parties civiles, n'ont pas été suivies dans leurs demandes. Ce jugement a fait l'objet d'un appel et par un arrêt en date du 6 mai 2013, la Cour d'Appel a globalement confirmé les condamnations prononcées par les juges de première instance. Le 28 mai 2014, la Cour de Cassation de Belgique a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel rendu sur les actions civiles exercées par la Commission Européenne et France AgriMer et a renvoyé la cause à la Cour d'Appel de Mons.

NOTES Informations diverses

L'Union est soumise au régime fiscal spécifique aux coopératives et unions de coopératives.
L'Union InVivo est la société consolidante des comptes du groupe InVivo arrêtés au 30 juin.